



E E M

Electricité et Eaux de Madagascar



**ELEMENTS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2012**



SOMMAIRE

- 3 Comptes sociaux et Annexe – Exercice 2012
- 24 Rapport des CAC sur les comptes sociaux
- 27 Comptes consolidés et Annexe – Exercice 2012
- 84 Rapport des CAC sur les comptes consolidés

1 - BILAN ACTIF

En euros	Montant net au		
	31.12.2012	31.12.2011	Notes
Concessions, brevets, licences	844	279	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	844	279	
Autres immobilisations corporelles	28 660	18 959	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	28 660	18 959	
Titres de participation	9 218 563	49 828 877	
Créances rattachées à des participations	16 681 641	11 213 451	
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	
Autres titres immobilisés	522 236	887 889	
Autres immobilisations financières	2 630 776	3 125 114	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	29 053 216	65 055 332	2
ACTIF IMMOBILISE	29 082 720	65 074 570	1
Créances clients et comptes rattachés	15 167	42 038	
Autres créances	187 075	110 673	3
Valeurs mobilières de placement	1 174 350	5 128 891	
Disponibilités	312 005	13 446 786	
Charges constatées d'avance	97 651	91 140	
ACTIF CIRCULANT	1 786 247	18 819 527	5
Ecart de conversion Actif	1 882 359	1 768 364	
TOTAL	32 751 326	85 662 461	

L'annexe jointe fait partie intégrante des états financiers.

2 - BILAN PASSIF

En euros	31.12.2012	31.12.2011	Notes
Capital	52 000 000	52 000 000	
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 286 455	1 286 455	
Réserve légale	3 079 921	2 628 262	
Réerves réglementées	5 578 679	5 578 679	
Autres réserves	2 211 465	2 211 465	
Report à nouveau	177 278	1 173 987	
Bénéfice (Perte) de l'exercice	-41 780 285	9 033 177	
CAPITAUX PROPRES		22 553 513	73 912 025
Provisions pour risques	1 884 698	1 970 783	
Provisions pour charges	27 092	66 699	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		1 911 791	2 037 482
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 312 541	3 103 686	
Emprunts et dettes financières divers	5 082 870	5 768 788	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	557 782	518 466	
Dettes fiscales et sociales	228 522	224 478	
Autres dettes	103 319	95 077	
Produits constatés d'avance	0	0	
DETTES		8 285 034	9 710 495
Ecart de conversion Passif	988	2 459	
TOTAL		32 751 326	85 662 461

L'annexe jointe fait partie intégrante des états financiers.

3 - COMPTE DE RESULTAT

En euros	31.12.2012	31.12.2011	Notes
Chiffre d'Affaires	87 295	74 438	
Reprise sur provisions et transferts de charges	51 320	53 020	
Autres produits	6	1 088	
PRODUITS D'EXPLOITATION	138 621	128 545	
Autres achats et charges externes	1 554 918	2 845 757	
Impôts, taxes et versements assimilés	93 227	53 470	
Salaires et traitements	1 349 659	391 885	
Charges sociales	207 199	193 313	
Dotation aux amortissements sur immobilisations	5 394	6 075	
Dotation aux dépréciations sur actif circulant	7 761	105 859	
Autres charges	120 376	100 029	
CHARGES D'EXPLOITATION	3 338 534	3 696 387	
RESULTAT D'EXPLOITATION	-3 199 913	-3 567 842	
RESULTAT FINANCIER	-38 466 592	-2 009 387	21
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	-41 666 506	-5 577 230	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-140 757	14 569 272	22
Impôt sur les bénéfices	-26 977	-41 134	
BENEFICE (PERTE) DE L'EXERCICE	-41 780 285	9 033 177	

L'annexe jointe fait partie intégrante des états financiers.

4 - TABLEAU DE FINANCEMENT

En euros	31.12.2012	31.12.2011
Résultat de l'exercice	-41 780 285	9 033 177
Impact des différences de change	-1 343	9 929 042
Dotations (reprises) nettes d'amortissements & de provisions	38 370 518	-12 010 479
(Plus-values), moins-values de cession	242 313	-11 043 565
Attribution d'actions gratuites	944 195	
Charges et (produits d'intérêts)	84 743	-69 731
IS	-26 977	-41 134
Capacité d'autofinancement hors IS et intérêts	-2 166 837	-4 202 691
Variation du fonds de roulement	303 983	-58 817
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE (UTILISE DANS) L'EXPLOITATION	-1 862 853	-4 261 508
Acquisitions d'immobilisations incorporelles & corporelles	-15 659	-4 725
Acquisitions d'immobilisations financières	-8 055 329	-4 159 109
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	0	0
Cessions d'immobilisations financières	7 269 917	14 754 924
Variation des comptes courants Groupe hors ME (*)		
encaissement	817 303	20 004 429
décaissement	-3 345 230	-4 545 961
(Investissements) désinvestissements nets	-3 328 997	26 049 557
Incidence des décalages liés aux opérations d'investissements	-140 795	
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES (AFFECTE AUX) OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	-3 469 792	26 049 557
Acquisition d'actions propres	-1 283 204	-1 335 420
Cession d'actions propres	254 700	649 123
Augmentation (diminution) des dettes financières	-750 000	-750 000
Intérêts payés	-378 012	-298 735
Dividende payé	-9 578 227	
FLUX PROVENANT DES (AFFECTE AUX) OPERATIONS DE FINANCEMENT	-11 734 743	-1 735 032
VARIATION DE TRESORERIE	-17 067 389	20 053 016
Trésorerie nette à l'ouverture	18 551 698	311 856
Transfert de trésorerie à immobilisations financières	-552	-1 813 174
Impact des différences de change		
TRESORERIE NETTE A LA CLOTURE	1 483 757	18 551 698

L'annexe jointe fait partie intégrante des états financiers.

5 - ANNEXE

A Faits caractéristiques de la période

Les principales opérations de l'exercice ont porté sur :

- **GASCOGNE**

Au cours de l'exercice, EEM a acquis 207 titres GASCOGNH pour un montant de 5 K€, portant sa détention à 28,86% au 31/12/12 (28,85% au 31/12/11), soit 575.412 actions sur un total de 1.993.963 actions.

Cette participation a connu, au cours de l'exercice, des difficultés à caractère industriel et financier qui l'ont amenée à se placer sous le régime de la conciliation, un accord de ce type ayant été conclu le 13 juillet 2012 et homologué par le Tribunal de Commerce de Dax le 18 juillet 2012 dont la principale conséquence financière a été pour EEM l'apport en compte courant de 6 M€ dont le solde, à l'issue de l'exercice 2012, est de 3,5 M€. Ce compte courant est garanti par un nantissement sur la créance en compte courant de GASCOGNE sur sa filiale suisse, pari passu avec les banques engagées dans l'accord de conciliation.

Dans le même temps, GASCOGNH a poursuivi des négociations avec ses créanciers bancaires, lesquelles n'ont pas débouché sur un accord au cours de l'exercice 2012.

L'exercice 2012 de GASCOGNH s'est déroulé dans un contexte économique difficile. Le recul du chiffre d'affaires est dû essentiellement à la branche « bois » et à la branche « complexes » perturbées par les incertitudes ayant pesé sur leur devenir. Néanmoins, la branche « sacherie » comme le secteur « papier » ont connu une activité solide, basée sur la qualité de leurs parts de marché.

L'exercice a été clos avec des fonds propres en fort recul, de 60,76 M€ contre 153,69 M€ au 31 décembre 2011. L'endettement net est en très léger recul (99,5 M€ contre 100,8 M€).

Eu égard aux incertitudes relatives au devenir de GASCOGNH, EEM a décidé, à la clôture de l'exercice :

- de ramener la valeur de sa participation dans GASCOGNE à son cours de bourse à la clôture de l'exercice (5,34€/action, soit 3.073 K€) en pratiquant une dépréciation de 40.794 K€,
- de maintenir, à sa valeur nominale, le compte courant dont elle dispose chez GASCOGNH, inclus dans l'accord de conciliation et bénéficiant du privilège de « new money ».

- **Investissements immobiliers**

- Dans le cadre des opérations immobilières complexes avec la société SOFILOT, EEM a :

- reçu un remboursement partiel de son compte courant à hauteur de 2.057 K€ sur une première opération. Le solde à recouvrer sur cette première opération après prise en compte des intérêts courus et de divers frais engagés par EEM se monte à 1.257 K€. Ce solde est garanti par le nantissement des titres d'une SCI restant à liquider.
- apporté 1.300 K€ en compte courant pour financer deux nouvelles opérations de respectivement 600 K€ et 700 K€ également garanties par nantissement de titres de SCI.

Dans les trois opérations, les comptes courants sont rémunérés à 4,5% l'an.

- EEM a racheté les titres du minoritaire de la société LES VERGERS pour 350 K€. En 2012, EEM a apporté 1.163 K€ en compte courant afin de financer de nouvelles opérations immobilières.

- EEM a apporté 951 K€ en compte courant à sa filiale SAIP aux fins de réalisation d'opérations immobilières.

- Casinos

EEM détient 502.000 titres soit 9,86% du capital de la SOCIETE FRANCAISE DE CASINOS (SFC) au 31/12/12 (9,23% 31/12/2011) suite à l'acquisition de 32.000 titres en 2012 pour une valeur de 64 K€, soit un cours de 2 € par action.

La holding SOCIETE FRANCAISE DE CASINOS est dans la deuxième année de son plan de redressement homologué par le Tribunal de Commerce de Paris le 12 août 2011.

Le cours de bourse de l'action SFC est de 1,98 € par action au 31 décembre 2012, ce qui porte la quote-part de EEM à 994 K€ (1.170 K€ au 31 décembre 2011) à comparer au prix d'acquisition des titres de 2.901 K€.

La Direction d'EEM a considéré que la valeur de la participation d'EEM dans la SFC devait être ramenée au cours de bourse. Aussi une provision de 1.907 K€ est-elle constatée dans les comptes au 31/12/2012 (1.441 K€ au 31/12/2011).

- Vignes

EEM a cédé en juillet 2012 sa participation dans TOKAJ LENCSÉS DÜLÖ, soit :

- Les titres d'une valeur brute de 414 K€ pour un prix de vente de 838 K€, soit une plus value de 423 K€.
- Les comptes courants d'une valeur brute de 2.311 K€ pour un prix de vente de 1.743 K€, soit une moins-value de 568 K€.

Compte tenu des provisions antérieurement constituées sur les comptes courants (2.681 K€ au 31/12/2011), l'incidence de cette opération se traduit par un impact positif sur le résultat au 31/12/2012 de 2.536 K€.

EEM a encaissé le prix en deux fois : 2.440 K€ ont été encaissé en juillet 2012 et 141 K€ début 2013 après que les clauses de garanties aient été appliquées. Ces dernières se sont traduites par une réduction du prix initial de 259 K€ prise en compte dans les prix de vente indiqués ci-dessus.

- Hôtellerie

La cession projetée de l'hôtel d'Angkor est ralenti par les litiges avec les minoritaires. La Cour Suprême du Cambodge a annulé en 2012 un arrêt de la Cour d'Appel de 2011 qui annulait la participation des minoritaires et renvoyé devant une autre cour d'Appel dont la décision reste pendante.

Le chiffre d'affaires de l'hôtel progresse de 20% en 2012 par rapport à 2011 pour s'établir à 4.830 KUS\$ et dégage un bénéfice de 485 KUS\$ (368 K€) en 2012.

- Structure

L'Assemblée Générale d'EEM du 25 juin 2012 a décidé le versement d'un dividende de 3 € par action, soit un montant total de 9.750 K€, comme suit :

- acompte de 2,5 € par action versé le 2 février 2012, soit un versement de 7.992 K€ et 133 K€ inscrit en réserve au titre des actions d'autocontrôle,
- versement du solde de 0,5 € par action le 28 septembre 2012, soit un versement de 1.586 K€ et 39 K€ inscrit en réserve au titre des actions d'autocontrôle.

Au cours de la période, les opérations sur les titres EHM ont été les suivantes :

	Nombre d'actions	Prix unitaire	En euros
Actions auto-détenues au 01/01/2012	52 155	17,02	887 888
Acquisitions de la période	117 159	10,95	1 283 204
Cessions de la période	-23 698	14,89	-352 805
Actions attribuées	-59 500	15,87	-944 195
Actions auto détenues au 31/12/2012	86 116	10,15	874 092

Compte tenu du cours de bourse moyen de l'action EEM au cours des 30 derniers jours de l'exercice, une provision de 352 K€ a été constituée au 31/12/2012.

B. Événements postérieurs

- **GASCOGNH**

En janvier 2013, GASCOGNH a fait connaître à ses créanciers « new money » qu'en raison de son non-respect de certains « covenants » financiers, elle demandait un décalage d'échéances à fin avril, accepté par les participants et notamment EEM.

Il en a été de même en avril et un report à fin septembre a été consenti par les mêmes intervenants dont EHM.

GASCOGNH a annoncé dans un premier temps des dépréciations dans ses états financiers 2012 de 60 M€ environ, puis publié ceux-ci en extériorisant une perte du groupe de 91,3 M€ et une perte sociale de 80 M€.

GASCOGNH a annoncé les 29 avril 2013 et 6 mai 2013 avoir entrepris de nouvelles discussions sur l'ensemble de sa dette afin de renforcer sa structure financière, avec, pour objectif, la finalisation d'un accord au cours de l'exercice 2013.

- **Immobilier**

- EEM a reçu un remboursement de son compte courant de 600 K€ de la société LES VERGERS suite à la vente par cette dernière d'un bien immobilier.
- EEM a reçu un complément de 130 K€ sur la 1^{re} opération SOFILO'l résultant du partage du boni de liquidation de 3 des 4 SCI incluses dans cette opération.

D Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec les principes comptables en vigueur en France.

Les conventions comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels ainsi que du règlement du CRC 99-03.

La méthode des coûts historiques est celle retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Elles recouvrent essentiellement des logiciels amortis sur 12 mois.

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés sur la durée d'utilisation estimée des immobilisations selon les méthodes linéaires (L) ou dégressives (D) suivantes :

- Agencements et installations : L sur 3 à 10 ans,
- Matériel de bureau et informatique : L ou D, sur 2 à 5 ans,
- Mobilier de bureau : L sur 3 à 10 ans.

c) Participations et créances rattachées

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Les frais d'acquisition sont comptabilisés en charges au titre de l'exercice de l'acquisition des titres de participation. Lors de cessions ou d'annulations, les titres de participation sont valorisés au coût unitaire moyen pondéré (C.U.M.P.) calculé lors de chaque entrée.

Une provision est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition. La valeur d'inventaire est déterminée en fonction des capitaux propres et des perspectives de rentabilité des sociétés et la valeur probable de négociation.

Concernant le Groupe GASCOGNE, les résultats déficitaires de celui-ci, enregistrés en 2011 et en 2012, associés aux incertitudes relatives au devenir de cette entreprise ont conduit EEM à valoriser GASCOGNE au cours de bourse.

En effet, EEM a considéré que les dépréciations pratiquées par GASCOGNE dans ses comptes au 31/12/2012, fondées sur des prévisions postulant la continuité d'exploitation, de même que les évaluations pratiquées par elle en interne, ne permettaient pas de rendre compte du risque complémentaire que présentaient les non-respects de covenant financiers ayant conduit à des reports d'échéance de dette « new money » et syndiquée, ainsi que la non finalisation, à la date d'arrêté de ses propres états financiers, de la restructuration financière de GASCOGNE, prévue comme devant intervenir au second semestre 2013.

Le Groupe GASCOGNE rappelle dans ses annexes aux Comptes consolidés du 31 décembre 2012 que

« Les comptes consolidés ont été établis en appliquant le principe de continuité d'exploitation.

Toutefois, même si la Direction a retenu comme hypothèse la plus probable la réussite des discussions avec les banques, il existe de fait une incertitude quant à leur issue et, en cas d'issue défavorable, l'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de continuité d'exploitation, concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs, pourrait s'avérer non appropriée. »

d) Autres titres immobilisés

Les autres titres immobilisés figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Lors de cessions ou d'annulations, les autres titres immobilisés sont valorisés selon la méthode du « premier entré premier sorti » (P.E.P.S).

Une provision est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition. La valeur d'inventaire est déterminée pour les titres cotés selon le cours de bourse et pour les titres non cotés selon la valeur probable de négociation.

e) Crédits

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée s'il existe un risque de non-recouvrement.

f) Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Une provision est constituée lorsque leur valeur de marché est inférieure au coût d'acquisition.

g) Opérations en devises

Les charges et produits exprimés en devises sont enregistrés, pour leur contre-valeur, en euros à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur en euros au cours de clôture. La différence résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan sur les lignes « Ecarts de conversion ». Les pertes latentes non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

h) Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont relatives principalement aux éléments suivants :

- engagements de versements de rentes pris antérieurement par la Société,
- risques de change,
- risques sur filiales,
- contrôles fiscaux,
- risques sociaux.

E Compléments d'information sur le bilan et le compte de résultat

Les informations sont données, sauf indication contraire, **en milliers d'euros**.

1) Immobilisations

	Au 31/12/11	Augmentation	Diminution	Transfert	Variation de change	Au 31/12/12
Immobilisations Incorporelles	26	1				27
à déduire : amortissements et provisions	-26					-26
Valeur nette		1	0			1
Immobilisations Corporelles	79	15	-6			87
à déduire : amortissements	-60	-5	6			-59
Valeur nette	19	10				29
Immobilisations Financières	77 439	12 218	-9 584		-143	79 931
à déduire : provisions	-12 384	-41 613	3 119			-50 877
Valeur nette	65 055	-29 395	-6 464		-143	29 053
TOTAL Valeur brute	77 544	12 234	-9 590		-143	80 045
Amortissements et provisions	-12 469	-41 618	3 125			-50 962
Valeur nette	65 075	-29 384	-6 464		-143	29 083

2) Immobilisations financières

Secteur / société	Valeurs Brutes					Dépréciations					Net
	Au 31/12/11	+	-	Var Change	transfert	Au 31/12/12	Au 31/12/11	+	-	transfert	Au 31/12/12
Titres de Participation											
Groupe Gascogne (1)	43 862	5				43 867		40 794		40 794	3 073
Hotels :											
Victoria Angkor Co	791					791					791
Immobilier :											
Les Vergers	3 346	350				3 696	3 346	-273		3 073	623
Snc Paris Croix des Petits Champs											
SAIP	3 738					3 738					3 738
Aquaculture :											
FMB-Aquapôle	3 161					3 161	3 161			3 161	
Viticole :											
Tokaj Lencses Dűlő	36	373	-409								
Tokaj Hetszőlő	5		-5								
Casinos :											
Société Française de Casinos	2 837	64				2 901	1 441	467 ⁺		1 907	994
Divers	619					619	619			619	
Sous-Total	58 395	791	-414			58 772	8 566	41 261	-273	49 554	9 219
(1) Nombre de titres	575 205	207				575 412					
Crédances rattachées											
Groupe Gascogne		6 071	-2 523			3 548					3 548
Hotels :											
Victoria Angkor Co	7 241	154	-2	-143		7 251					7 251
Immobilier :											
Les Vergers	4 137	1 771	-608			5 300	164	-164			5 300
Snc Paris Croix des Petits Champs											
SAIP		582				582					582
Aquaculture :											
FMB-Aquapôle	972					972	972			972	
Viticole : Tokaj-Lencses Dűlő	2 625	1	-2 626				2 625	-2 682	58		
Tokaj Hetszőlő	57		-58				57		-58		
Sous-Total	15 031	8 580	-5 816	-143		17 653	3 818	-2 846		972	16 682
donc intérêts courus / avances		264									
Autres Titres											
Actions d'autocontrôle (*)	888	1 283	-1 297			874		352		352	522
Immobilier Vauban											
Sous-Total	888	1 283	-1 297			874	352	352		352	522
(*) Nombre de titres	52 155	117 159	-83 198				86 116				
Dont actions distribuées			-59 500								
Autres immobilisations financières											
Dépôts et cautions	43	3				46					46
Prêts Immobilière Vauban	3 002	1 560	-2 057			2 585					2 585
Sous-Total	3 125	1 563	-2 057			2 631					2 631
TOTAL	77 438	12 218	-9 584	-143		79 931	12 384	41 613	-3 119	50 677	29 063

EEEM a valorisé ses titres GASCOGNE au cours de bourse (5,34 € par action au 31 décembre 2012), soit une valeur globale de 3.073 K€ (13.230 K€ au 31 décembre 2011). La quote-part de capitaux propres représente une valeur de 17.524 K€.

La certification des comptes du Groupe GASCOGNE a donné lieu de la part de ses Commissaires aux comptes à la justification de leurs appréciations sur les incertitudes pesant sur la continuité d'exploitation et sur la dépréciation des goodwills et des actifs à durée d'utilité indéfinie.

Le rapport financier 2012 de GASCOGNE est consultable sur le site :

http://www.groupe-gascogne.com/rapport_annuel - groupe_gascogne.htm

3) Autres créances

		31.12.2012	31.12.2011
Valeur brute	(1)	242	173
A déduire : provisions pour dépréciation (2)		55	62
	Valeur nette	187	111
dont débiteurs divers	(1)	190	35
	(2)	34	34

4) Produits à recevoir

Les produits à recevoir, inclus dans les postes de l'actif, sont les suivants :

	31.12.2012	31.12.2011
Créances rattachées à des participations		288
Autres immobilisation financières	202	82
Clients		
Autres créances	39	36
Total	241	406

5) Etat des échéances des créances

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
De l'actif immobilisé	20 284	12 015	8 269
Créances rattachées à des participations	17 653	9 431	8 223
Prêts	2 585	2 585	
Autres immobilisations financières	46		46
De l'actif circulant	468	375	93
Créances clients	128	90	38
Autres créances	242	187	55
Charges constatées d'avances	98	98	
Total	20 753	12 390	8 362

6) Capitaux propres

Les capitaux propres ont évolué comme suit :

	31.12.2011	Affectation du résultat	Réduction de capital	Résultat de l'exercice	31.12.2012
Capital	52 000				52 000
Prime d'émission	1 286				1 286
Réserve légale	2 628	452			3 080
Réerves réglementées	5 579				5 579
Autres réserves	2 211				2 211
Report à nouveau	1 174	-997			177
Bénéfice (perte) de l'exercice	9 033	-9 033		-41 780	-41 780
Distribué			9 578		
Total	73 912				22 564

L'affectation du résultat fait suite à l'Assemblée Générale du 25 juin 2012.

Au 31 décembre 2012, le capital est constitué de 3.250.000 actions (idem au 31 décembre 2011) et s'élève à 52.000.000 euros (idem au 31 décembre 2011). Les capitaux propres sont devenus inférieurs à la moitié du capital social.

La société EEM détient, à la clôture de cet exercice, 86.116 actions d'autocontrôle.

Au cours de la période, les opérations sur les titres EEM sont les suivantes :

	Nombre d'actions	Prix unitaire	En euros
Actions autodétenues au 01/01/2012	52 155	17,02	887 888
Acquisitions de la période	117 159	10,95	1 283 204
Cessions de la période	-23 698	14,89	-352 805
Actions attribuées	-59 500	15,87	-944 195
Actions auto-détenues au 31/12/2012	86 116	10,15	874 092

- aux fins d'animation du cours (contrat avec la société ODDO), EEM a acquis et cédé respectivement 36.741 et 23.698 actions d'autocontrôle. Ainsi, au 31 décembre 2012, EEM dispose dans le cadre de son contrat d'animation de cours de 19.523 titres d'autocontrôle.
- hors animation de cours, 80.418 actions d'autocontrôle ont été acquises par EEM et 59.500 ont été attribuées le 27/09/2012. Ainsi, au 31 décembre 2012, EEM dispose hors du contrat d'animation de cours de 66.593 titres d'autocontrôle.

Les attributions d'actions font suite à l'attribution, conformément à la sixième résolution de l'Assemblée Générale du 30 novembre 2007, par le Président du Conseil d'Administration en date du 27 septembre 2010 et selon autorisation du Conseil d'Administration du 30 novembre 2007 ratifiée par le Conseil d'Administration du 8 novembre 2010, de 64.500 actions gratuites à des salariés ou à des mandataires sociaux. Un bénéficiaire a renoncé à 5.000 actions. Ainsi 59.500 actions ont été attribuées. Elles seront inaccessibles jusqu'au 28 septembre 2014.

Autorisations du Conseil d'Administration :

Par l'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2012, le Conseil d'Administration dispose de l'autorisation :

- de faire acquérir par la Société ses propres actions dans la limite de 10 % de son capital, par tous moyens y compris par acquisition de blocs de titres et à l'exception de l'utilisation de produits dérivés, à un prix d'achat ne pouvant être supérieur à 23 euros par action. L'autorisation porte sur un maximum de 325.000 actions pour un montant maximum de 7.475.000 euros, non compris les actions autodétenues.
- d'annuler les actions acquises par la société et/ou qu'elle pourrait acquérir ultérieurement de toute autorisation présente ou future donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, dans la limite de 10 % du capital par période de vingt-quatre mois et à réduire corrélativement le capital social et à imputer la différence entre la valeur de rachat des actions annulées et leur pair comptable sur les primes et réserves disponibles.

Ces deux autorisations, d'une durée de dix-huit mois, sont valables jusqu'au 24 décembre 2013.

7) Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges concernent :	31.12.2012
les rentes à servir	27
les pertes de change	1 881
des litiges	
Divers	3
Soit au total	1 912

Un tableau des variations des provisions est présenté note 12.

Les engagements de retraite, lesquels ne sont pas provisionnés dans les comptes sociaux, sont évalués, au 31 décembre 2012, à 28 K€, selon une méthode prospective en retenant pour le calcul les hypothèses suivantes :

- Age de la retraite : 65 ans,
- Turn-over moyen : 0,71 %,
- Actualisation des salaires : 1,50 %,
- Actualisation financière : 4,50 %.

8) Emprunts auprès des établissements de crédit

Ils incluent les éléments suivants :

	31.12.2012	31.12.2011
Emprunts à l'ouverture	3 000	3 750
Emprunts souscrits au cours de la période		0
Remboursement de la période	-750	-750
Emprunts à la clôture	2 250	3 000
Intérêts courus sur emprunts	60	80
Banques créditrices	3	24
Total	2 313	3 104
Dont à moins d'un an	813	854
à plus d'un an	1 500	2 250
Charge annuelle d'intérêt sur emprunt	172	219

Les emprunts concernent un crédit à moyen terme d'un montant de 6.000 K€, accordé par la BRED Banque Populaire pour financer l'acquisition de valeurs mobilières.

Les modalités de remboursement sont les suivantes : 8 échéances annuelles d'un montant de 750 K€ hors intérêts au taux fixe de 6,38 % l'an. Le capital restant au 31 décembre 2012 est de 2.250 K€.

Cet emprunt est garanti par le nantissement de titres GASCOGNE.

Les contrats de prêt contiennent certaines obligations à respecter, notamment en matière de seuil d'assiette des nantissements, de niveau minimum de situation nette sociale et de ratios d'endettement social.

Au 31 décembre 2012, la Société respecte ces seuils et ratios.

9) Emprunts et dettes financières divers

Ce poste comprend exclusivement les comptes courants Groupe.

10) Etat des échéances des dettes

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 313	813	1 500	
Emprunts et dettes financières divers	5 083	5 083		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	558	558		
Dettes fiscales et sociales	229	229		
Autres dettes	103	103		
Total	8 285	6 785	1 500	

11) Charges à payer

Les charges à payer incluses dans les postes du passif sont les suivantes :

	31.12.2012	31.12.2011
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	62	80
Emprunts et dettes financières divers		246
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	334	238
Dettes fiscales et sociales	25	15
Autres dettes	100	90
	521	668

12) Etat des provisions

	31.12.2011	Dotations	Reprises	Autre	31.12.2012	Non utilisée	Utilisée
Pensions	67		-40		27	-20	-20
Risques généraux	205		-202		3	-110	-92
Risques de change	1 766	229	-113		1 881		-113
Pour risques et charges	2 037	229	-354		1 912	-130	-224
Titres de participation	8 566	41 261	-273		49 554	-273	
Créances rattachées à des participations	3 818		-2 846		972	-2 278	-568
T.I.A.P.					352		
Autres titres immobilisés		352					
Pour dépr. des actifs immob.	12 384	41 613	-3 119		50 877	-2 551	-568
Clients	109	8	-4		113		-4
Autres créances	62		-7		55		-7
Valeurs mobilières de placement							
Pour dépr. des actifs circul.	171	8	-10		169		-10
	14 593	41 849	-3 484		52 958	-2 681	-803
Dont :							
Provisions d'exploitation		8	-50				
Provisions financières		41 841	-3 232				
Provisions exceptionnelles			-202				

13) Ecarts de conversion

Les écarts de conversion, tant actif que passif, correspondent à la revalorisation des dettes et créances en devises au cours de clôture et portent principalement sur le dollar américain (taux au 31 décembre 2012 : 1 Euro = 1,3194 USD - Taux au 31 décembre 2011 : 1 Euro = 1,2939 USD). Ils représentent une perte nette latente de 1.881 K€ provisionnée intégralement.

14) Exposition au risque de change

La Société est principalement exposée au risque de change sur le dollar américain par ses investissements dans cette devise. Les principales expositions au risque de change sont les suivantes :

	31.12.2012		31.12.2011	
	K\$	K€	K\$	K€
Créances rattachées à des participations	9 567	7 251	9 369	7 241
Disponibilités	3	3	33	26
Autres créances (dettes) diverses	-1 915	-1 451	-1 839	-1 421
	7 656	5 802	7 564	5 846

15) Exposition au risque de taux

À la clôture de l'exercice, la Société possède uniquement des dettes à taux fixe hors celles mentionnées au paragraphe 8.

16) Impôt sur les sociétés

La Société est, depuis le 1^{er} janvier 2004, la Société mère d'un groupe de sociétés intégrées fiscalement.

Il a été choisi d'enregistrer les charges d'impôts dans les filiales comme en l'absence d'intégration.

Le principe retenu est de conserver dans la Société mère les éventuels profits liés à ce régime d'impôt.

Le groupe fiscal dispose, au 31 décembre 2012, d'un déficit d'ensemble reportable de 17.667 K€ (déficits nés pendant l'intégration fiscale).

Par ailleurs, l'EEM dispose, au niveau individuel, de déficits pré-intégration s'élevant au total à 7.554 K€.

Le montant de l'engagement de restitution d'impôt sur les filiales déficitaires intégrées fiscalement s'élève à 78 K€. Aucune provision pour restitution des déficits n'est constatée car le versement en trésorerie n'est pas estimé probable.

17) Engagements hors bilan

Engagements donnés	2012	2011
Caution au Trésor Public au titre d'une dette fiscale relative à un redressement des droits d'enregistrement, pour sa filiale PARIS CROIX DES PETIT CHAMPS à hauteur de 313 K€	0	313
Engagement à soutenir financièrement sa filiale VICTORIA ANGKOR COMPANY LTD	mémoire	mémoire
Caution à la société LES VERGERS en faveur de la Compagnie Financière de Crédit	1 500	1 500
Nantissement des titres SNC PCDPC au titre du crédit-bail souscrit par cette dernière	5 524	5 744
Dans le cadre d'un prêt auprès de la BRED Banque Populaire, la Société a nanti, 185.000 titres de Gascogne au 31/12/12 et au 31/12/11	2 250	3 000
Engagements financiers reçus	2012	2011
Nantissement de SCI garantissant les créances sur SOFILOI	2 585	3 082
Engagement au titre des créances abandonnées, avec clause de retour à meilleure fortune, portant sur la société LES VERGERS	3 811	3 811
Engagement au titre des créances abandonnées, avec clause de retour à meilleure fortune, portant sur YANGON WOOD INDUSTRIES LTD (YWIL) : s'élève à 9 306 KUS\$	7 192	7 192

Droits individuels à la Formation (DIF)

Les droits individuels à la formation acquis par les salariés au 31 décembre 2012 représentent un volume d'heures de formation cumulé de 480 heures. Aucune demande de formation relative à ces droits n'est intervenue à la clôture de l'exercice.

Nantissement de titres Gascogne

Au 31 décembre 2012, 415.385 titres Gascogne (valeur 2.218 K€ au 31 décembre 2012) sont nantis au profit de la BRED en garantie d'un emprunt d'EEM dont le montant nominal restant à rembourser au 31 décembre 2011 est de 2.250 K€.

18) Effectif

La société emploie 5 personnes au 31 décembre 2012 :

Dont cadres : 3

Dont employés : 2

19) Rémunerations allouées aux membres des organes d'Administration et de Direction

	31.12.2012	31.12.2011
Direction (1)	1 124	469
Conseil d'Administration	120	100
	1 244	569

(1) en 2012 : attribution d'actions gratuites pour 944 K€

20) Impôts et taxes

	31.12.2012	31.12.2011
Impôts et taxes français	93	53
Impôts et taxes étrangers	93	53
	93	53

21) Détail du résultat financier

	31.12.2012	31.12.2011
Produits de participation		
Revenus des créances Groupe	274	360
Revenus des créances hors Groupe	206	234
Revenus des obligations		
Autres produits financiers		
Reprises sur provisions	3 232	11 730
Gains de change	22	24
Gains sur cessions de V.M.P.		
Produits financiers	3 735	12 348
Dotation aux provisions	-41 841	-3 900
Charges d'intérêts	-358	-524
Pertes sur créances liées à des participations		
Pertes de change	-2	-9 933
Pertes sur cessions de V.M.P.		
Autres charges financières		
Charges financières	-42 201	-14 357
Résultat financier	-38 467	-2 009

Dotations aux provisions sur GASCOGNE à hauteur de 40.794 K€

22) Détail du résultat exceptionnel

	31.12.2012	31.12.2011
Sur opérations de gestion	944	20
Sur opérations en capital	838	14 815
Reprises sur provisions et transferts de charges	202	4 444
Produits exceptionnels	1 983	19 279
Sur opérations de gestion	-668	-1 283
Sur opérations en capital	-1 456	-3 222
Amortissements et provisions		-205
Charges exceptionnelles	-2 124	-4 710
Résultat exceptionnel	-141	14 569

	Par nature d'opérations		31.12.2012
	Charge	Produit	
Opérations sur actions propres	1 042	944	
Cession Tokaj	414	838	
Perte sur compte courant Tokaj (1)	568		
Charge sur litige et Provision	90	202	
Divers	10		
	2 124	1 983	

(1) Le compte courant était provisionné à 100%. La reprise de provision de 2.682 K€ figure en résultat financier.

23) Éléments concernant les entreprises et les parties liées

	31.12.2012	(1) Entreprises liées	(2) avec un lien de participation	(3) Parties liées sauf (1) et (2)	(4) autre	(5) = (1) + (2) + (3) + (4) TOTAL
Actif						
Participations (a)	11 385	46 768			619	58 772
Créances rattachées à des participations (a)	14 105	3 548				17 653
Créances clients et comptes rattachés	38	15			75	128
Autres créances				1	242	242
Passif						
Emprunts et dettes financières divers (b)	5 083					5 083
Dettes fournisseurs et comptes rattachés				1	557	558
Autres dettes (c)				100	3	103
Compte de résultat						
Chiffre d'Affaires	49	13		26		87
Autres produits						
Autres achats et charges externes				12	1 543	1 555
Autres charges (c)				120		120
Produits de participation						
Autres produits financiers hors change & DAP (d)	200	73		121	86	480
Charges financières hors change & DAP (c)	185				173	358

(a) voir détail au § 2

(b) soit PCDPC : 3.535 K€ et Victoria Angkor : 1.548 K€

(c) jetons de présence en charge 120 K€ et en dette 100 K€

(d) dont Les Vergers 192 K€, SAIP 8 K€, Gascogne 71 K€, SOFILOT 120 K€

(e) dont PCDPC : 128 K€ et Victoria Angkor : 58 K€

	31.12.2011	(1) Entreprises liées	(2) avec un lien de participation	(3) Parties liées sauf (1) et (2)	(4) autre	(5) = (1) + (2) + (3) + (4) TOTAL
Actif						
Participations	11 035		46 736		624	58 395
Créances rattachées à des participations	12 349		2 625		57	15 031
Créances clients et comptes rattachés	38			36	77	151
Autres créances				109	63	173
Passif						
Emprunts et dettes financières divers	5 769					5 769
Dettes fournisseurs et comptes rattachés				3	515	518
Autres dettes				90	5	95
Compte de résultat						
Chiffre d'Affaires	50			24	1	74
Autres produits					1	1
Autres achats et charges externes				242	2 604	2 846
Autres charges				100		100
Produits de participation						
Autres produits financiers hors change & DAP	230		63	86	216	594
Charges financières hors change & DAP	244				281	524

24) Détail du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'élève à 87 K€. Il s'agit principalement des refacturations de charges salariales, de la domiciliation et de la sous-location aux filiales.

25) Charges et produits constatés d'avance

Les charges constatées d'avance, d'un montant de 97 K€, concernent des charges d'exploitation.

Il n'y a pas de produit constaté d'avance.

26) Consolidation

La société ELECTRICITE ET EAUX DE MADAGASCAR est intégrée par mise en équivalence dans les comptes du Groupe VERNEUIL PARTICIPATIONS.

27) Honoraires des Commissaires aux Comptes

Le montant inscrit en charge de l'exercice s'élève à 502 K€ contre 188 K€ l'exercice précédent.

28) Tableau des filiales et participations (Montants exprimés en unités monétaires)

SOCIETES	% détenu	Capita l	Capitaux propres autres que le capital socia		Valeur comptable des titres détenus	Prêts et avances accordés	Cautions et avans donnés	Dividendes encaissés	C.A. du dernier exercice	Résultat du dernier exercice
			Brute	Nette						
En Monnaies Locales										
SAPI (SA)	96,66	1 170 000	997 119	3 738 003	3 738 003	581 689			1 040 357	0
LES VERGERS (SARL)	100,00	38 112	-173 839	3 696 006	622 944	5 300 390	1 500 000			-337 234
PETROJET INTERNATIONAL (SA)	10,00	37 500	nc	618 558	0					137 908
PARIS CROIX DES PETITS CHAMPS (SNC)	1,00	20 000	-43 386	400	400					
GA SCOGNE (Groupe)	28,85	9 970 000	50 756	43 866 998	3 072 700	3 548 480				267 466
SOCIETE FRANCAISE DE CASINOS (Groupe)	9,86	14 004 293	1 302 707	2 901 057	993 960	0				419 693 000
FMB-AQUAPOLE (SA) (en liquidation judiciaire)	90,31	4 167 016	nc	3 160 765	0	971 717				19 464 000
Etranger :										
VICTORIA ANGKOR CO. (CAMBODGE)	USS	75,00	1 000 000	-1 652 200	790 555	7 251 083				534 000
Total					58 772 342	9 218 563	17 653 359	1 500 000	0	3 660 389
NC = non communiqué										

Les taux de conversion utilisés sont les taux de clôture au 31 décembre 2012, à savoir :

\$ = 1,3194

367 815

Électricité et Eaux de Madagascar

E.E.M.

Exercice clos le 31 décembre 2012

Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels

Deloitte & Associés
185, avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex
S.A. au capital de € 1.723.040

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
1/2, place des Saïsons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Electricité et Eaux de Madagascar E.E.M.

Exercice clos le 31 décembre 2012

Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société E.E.M., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur « les incertitudes relatives au devenir de Gascogne » ainsi que sur les modalités d'évaluation de cette participation et de l'avance en compte courant s'y rattachant, telles qu'exposées dans la note A « Faits caractéristiques de la période » et dans le paragraphe c « Participations et créances rattachées » de la note D « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Le paragraphe c) « Participations et créances rattachées » de la note D « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels expose notamment les règles et méthodes comptables, retenues par la direction, en ce qui concerne l'évaluation des titres du Groupe Gascogne. Nos travaux ont consisté à vérifier le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe aux comptes annuels et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Comme indiqué dans notre rapport prévu par l'article L.225-235 du Code de commerce concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, nous avons constaté des faits révélateurs de faiblesses significatives dans le contrôle interne pour des opérations concernant EEM et ses filiales Victoria Angkor et Les Vergers. Nous avons de ce fait été amenés à effectuer des diligences ciblées sur une sélection d'opérations ainsi que sur les régularisations qui ont été opérées sous le contrôle du conseil d'administration.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

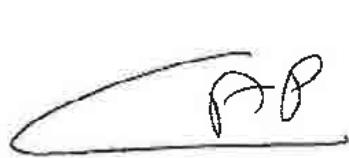
En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 20 juin 2013

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte & Associés

ERNST & YOUNG et Autres



Alain Penanguer



Vincent Blestei



François Carrega



Béatrice Belle

ELECTRICITE ET EAUX DE MADAGASCAR

Société Anonyme au capital de 52.000.000 €

Siège social : 48, avenue Victor Hugo - 75116 PARIS

RCS Paris B 602 036 782

COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2012

SOMMAIRE

I.	BILANS CONSOLIDÉS.....	5
II.	COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ	6
III.	ETAT DU RESULTAT GLOBAL.....	7
IV.	TABLEAUX DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS.....	8
V.	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES.....	9
VI.	ANNEXE.....	10
1)	Cadre général	16
2)	Méthodes comptables	16
3)	Périmètre de consolidation.....	19
4)	Regroupements d'entreprises.....	19
5)	Conversion des comptes exprimés en devises.....	19
6)	Conversion des transactions libellées en devises	19
7)	Recours à des estimations.....	20
8)	Tests de dépréciation	21
9)	Ecarts d'acquisition - Goodwill.....	21
10)	Immobilisations	21
11)	Immobilisations incorporelles.....	21
12)	Immobilisations corporelles.....	22
13)	Immeubles de placement.....	22
14)	Titres mis en équivalence.....	22
15)	Autres actifs financiers.....	23
16)	Stocks et en-cours de production industrielle	23
17)	Trésorerie et équivalents de trésorerie	23
18)	Titres d'autocontrôle	24
19)	Participations ne donnant pas le contrôle	24
20)	Provisions pour pensions, indemnités de fin de carrière et autres avantages du personnel	24
21)	Autres provisions pour risques et charges.....	24
22)	Subventions d'investissement	24
23)	Impôts différés	24
24)	Actifs et passifs courants et non courants	25

25)	Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	25
26)	Produit des activités ordinaires	25
27)	Résultat opérationnel courant	26
28)	Charges ou produits opérationnels non courants.....	26
29)	Coût de financement.....	26
30)	Résultat par action	26
31)	Ecarts d'acquisition - Goodwill.....	27
32)	Immobilisations incorporelles.....	28
33)	Immobilisations corporelles.....	29
34)	Immeubles de placement.....	30
35)	Titres mis en équivalence.....	31
36)	Autres actifs financiers non courants	34
37)	Autres actifs non courants.....	35
38)	Impôts différés actifs.....	35
39)	Actifs non courants et groupe d'actifs à céder détenus en vue de la vente et passifs inclus dans des groupes à céder	36
40)	Stocks et en-cours	36
41)	Clients	37
42)	Actifs financiers courants.....	38
43)	Autres actifs courants	38
44)	Capitaux propres	39
45)	Emprunts auprès des établissements de crédit, endettement financier net et instruments financiers	40
46)	Autres passifs non courants	44
47)	Provisions non courantes	45
48)	Impôts différés passif	46
49)	Emprunts et dettes financières divers	46
50)	Fournisseurs et comptes rattachés	46
51)	Dettes fiscales et sociales	46
52)	Autres dettes courantes	47
53)	Provisions courantes	47
54)	Taux des devises et exposition au risque de change.....	47
55)	Informations sectorielles	49
56)	Autres produits et charges opérationnels non courants	53
57)	Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	53
58)	Impôt sur les sociétés	53

59)	Résultat des activités abandonnées ou en cours de cession.....	54
60)	Résultat par action	54
61)	Engagements au titre d'obligations contractuelles, engagements hors bilan et passifs éventuels	55
62)	Effectif et droit à la formation	56
63)	Informations relatives aux parties liées.....	56
64)	Charges financières	57
65)	Autre information.....	57

I. BILAN CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011	Notes
Ecarts d'acquisition - Goodwill			
Immobilisations incorporelles	929		
Immobilisations corporelles	4 876	68	
Immeubles de placement	5 239	5 645	
Titres mis en équivalence	3 073	46 943	
Autres actifs financiers non courants	10 788	10 363	
Autres actifs non courants		592	
Impôts différés		29	
ACTIFS NON COURANTS	24 906	63 640	
Stocks et en-cours	1 642	726	
Clients	623	79	
Actifs financiers courants	3 548	2 700	
Autres actifs courants	2 834	957	
Actif d'impôt exigible			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 437	18 885	
ACTIFS COURANTS	12 084	23 347	
ACTIFS NON COURANTS ET GROUPE D'ACTIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE		8 462	
TOTAL DE L'ACTIF	36 990	95 449	
Capital	52 000	52 000	
Réserves consolidées	10 640	11 426	
Ecarts de conversion	90	168	
Résultat net part du Groupe	-44 495	10 268	
Capitaux propres part du Groupe	18 235	73 862	
Intérêts des minoritaires	-14	65	
CAPITAUX PROPRES	18 221	73 927	
Emprunts auprès des établissements de crédit	10 320	11 304	
Autres passifs non courants	2 964	3 179	
Provisions non courantes	122	147	
Impôts différés		29	
PASSIFS NON COURANTS	13 406	14 659	
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 259	1 089	
Emprunts et dettes financières divers	2		
Fournisseurs	988	654	
Dettes fiscales et sociales	333	456	
Autres dettes courantes	2 661	1 511	
Provisions courantes	121	457	
Passif d'impôt exigible			
PASSIFS COURANTS	5 363	4 166	
PASSIFS LIÉS AUX ACTIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE		2 696	
TOTAL DU PASSIF	36 990	95 449	

Le bilan au 31/12/11 a fait l'objet d'une correction d'erreur. Cf. note 2.2

L'annexe jointe fait partie intégrante des états financiers consolidés

II. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011
Chiffre d'affaires	4 743	5 847
Autres produits opérationnels	0	18
PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	4 743	5 866
Charges opérationnelles :		
Achats consommés	-566	-433
Charges externes	-3 742	-6 500
Charges de personnel	-1 855	-1 827
Impôts et taxes	-139	-87
Dotation nette aux amortissements	-1 017	-411
Dépréciation d'actifs nets des reprises :		
Sur actifs financiers	-644	-64
Sur actifs courants	-315	-13
Pour risques et charges	-28	49
Autres charges opérationnelles	-120	-99
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	-3 684	-3 519
Autres produits opérationnels non courants	5 373	7 607
Autres charges opérationnelles non courantes	-19 426	-5 293
RESULTAT OPERATIONNEL	-17 736	-1 204
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	901	664
Coût de l'endettement financier brut	-530	-614
<i>ST Coût de l'endettement financier net</i>	<i>370</i>	<i>50</i>
Autres produits financiers	0	8 200
Autres charges financières	-116	-9 935
<i>ST Autres produits et charges financiers (1)</i>	<i>-115</i>	<i>-1 735</i>
Quote-part dans le résultat net des participations mises en équivalence	-27 052	-9 608
RESULTAT AVANT IMPOTS	-44 533	-12 496
Charge d'impôt sur le résultat	0	-4
RESULTAT APRES IMPOTS DES ACTIVITES POURSUIVIES	-44 534	-12 500
Résultat net d'impôt des activités abandonnées (2)	0	22 848
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	-44 534	10 347
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère	-44 495	10 268
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	-39	79
Résultat net par action en euros des activités poursuivies	-13,70	-3,85
Résultat dilué par action en euros des activités poursuivies	-13,52	-3,77
Résultat net par action en euros des activités abandonnées	0,00	7,03
Résultat dilué par action en euros des activités abandonnées	0,00	6,88
Résultat net par action en euros de l'ensemble consolidé	-13,69	3,16
Résultat dilué par action en euros de l'ensemble consolidé	-13,51	3,09
(1) Dont : profit (pertes) de change	-117	-1 733
(2) Dont : profit (pertes) de change	0	0

Les données 2011 ont été retraitées des activités abandonnées ou en cours de cession et corrigées suite à une erreur (Cf. note 2.2)

L'annexe jointe fait partie intégrante des états financiers consolidés

III. ETAT DU RESULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011
Résultat de l'ensemble consolidé (A)	-44 534	10 347
Variation des écarts de conversion	3	-1 022
Quote-part dans les autres éléments du résultat global des sociétés mises en équivalence :		
Variation des écarts de conversion	-78	39
Variation de la juste valeur des instruments financiers	136	-440
Variation des écarts actuariels	-605	-114
Divers	0	0
Impôts sur les opérations en capitaux propres	0	215
ST	-546	-301
Autres éléments du résultat global (B)	-544	-1 323
Résultat global de l'ensemble consolidé (A) + (B)	-45 078	9 025
Attribuable à :		
Actionnaires de EEM SA	-45 587	8 957
Participations ne donnant pas le contrôle	-35	68

L'annexe jointe fait partie intégrante des états financiers consolidés

IV. TABLEAUX DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en Kéuros)	31/12/2012	31/12/2011
Résultat net de l'ensemble consolidé	-44 534	10 347
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	27 052	9 608
Dotations (reprises) nettes d'amortissements et provisions	11 774	189
Autres (produits), charges calculés	-599	496
Coût de financement	530	663
Produits financiers	-901	-408
Impôt sur les sociétés	0	0
(Plus-values), moins-values de cession et de dilution	2 806	-23 556
Capacité d'autofinancement avant intérêts et impôts	-3 871	-2 660
Variation des stocks	-43	-2 870
Variation des clients	-85	-8
Variation des fournisseurs	92	-301
Variation des autres actifs et passifs courants	-242	-496
Intérêts reçus	512	255
Impôt sur le résultat (payé) remboursé	0	0
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE OPERATIONNELLE	-3 635	-6 080
Acquisitions d'immobilisations incorporelles, corporelles	-117	-55
Acquisitions d'actifs financiers non courants	-4 984	-4 001
Acquisitions de titres mis en équivalence	-5	-1 158
Cessions d'immeubles de placement	0	0
Cessions d'actifs financiers non courants	4 709	96
Cession des hôtels (titres et comptes courants)	0	32 738
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	0	0
Incidence des variations de périmètre	-1 199	-707
Variation des autres actifs et passifs non courants	25	-1 129
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE D'INVESTISSEMENT	-1 570	25 784
Augmentation de capital	0	0
Dividendes versés	-9 578	0
Variation des titres d'autocontrôle	-84	-686
Souscriptions d'emprunts	0	3 530
Remboursement d'emprunts	-963	-3 570
Intérêts payés	-562	-687
Trésorerie provenant des actifs en cours de cession	845	0
Souscription (remboursement) d'autres dettes financières	0	0
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE DE FINANCEMENT	-10 343	-1 413
IMPACT DES DIFFÉRENCES DE CHANGE	79	-1 111
VARIATION DE TRESORERIE	-15 469	17 180
TRESORERIE NETTE		
à l'ouverture	18 870	1 690
à la clôture	3 401	18 870
Dont :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 437	18 885
Découverts bancaires	-37	-15

La part des activités abandonnées dans les variations de trésorerie opérationnelle, d'investissement et de financement est respectivement de 798 K€, de -518 K€ et de 0 K€ en 2011.

L'annexe jointe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

V. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	Capital	Primes	Autres réserves	Résultat part du Groupe	Actions propres	Réserve de conversion	Capitaux propres part du Groupe	participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres consolidés
Au 31/12/2010	52 000	1 353	11 608	-834	-148	1 201	65 179	1 773	66 951
Résultat Global									
Résultat consolidé de l'exercice				10 268			10 268	79	10 347
Autres éléments du résultat global			-339			-972	-1 312	-11	-1 323
Sous Total	0	0	-339	10 268	0	-972	8 957	68	9 025
actions gratuites EEM (1)			496				496		496
Autres variations de Gascogne			-79				-79		-79
Affectation du résultat			-834	834			0		0
variation de périmètre							0	-1 776	-1 776
Divers			-3				-3		-3
Variation des titres d'autocontrôle					-686		-686		-686
Au 31/12/2011	52 000	1 353	10 848	10 268	-835	229	73 862	65	73 927
Résultat Global									
Résultat consolidé de l'exercice				-44 495			-44 495	-39	44 534
Autres éléments du résultat global			-468			-78	-546	2	544
Sous Total	0	0	-468	-44 495	0	-78	-45 041	-37	-45 078
actions gratuites EEM			-604				-604		-604
Autres variations de Gascogne			49				49		49
Affectation du résultat			690	-690			0		0
variation de périmètre			370				-370	-40	-410
Distribution de dividendes				-9 578			-9 578		-9 578
Divers			2				2	-2	-0
Variation des titres d'autocontrôle			-45		-39		-84		-84
Au 31/12/2012	52 000	1 353	10 101	-44 495	-874	151	18 235	-14	18 221

L'annexe jointe fait partie intégrante des états financiers consolidés

VI. ANNEXE

Approbation des comptes

Les comptes sociaux et consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 15 mai 2013 après examen du Comité d'Audit du 24 avril 2013. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires.

Périmètre de consolidation

Sociétés	Siège	Siren	31/12/2012	31/12/2011
			Pourcentage d'intérêt du Groupe	
EEM	Paris	602 036 782		
Secteur bois et emballage :				
Gascogne (1)	Saint Paul les Dax	895 750 412	29,63%	29,63%
Secteur casinos				
Société Française de Casinos	Paris	393 010 467	9,23%	9,23%
Secteur hôtelier :				
Victoria Angkor Co. Ltd	Cambodge		75,00%	100,00%
Angkor Real Estate	Cambodge		36,75%	100,00%
Secteur immobilier :				
Immobilière Parisienne de la Perle et des Pierres Précieuses	Paris	308 410 547	96,66%	96,66%
Les Vergers	Noves	399 552 272	100,00%	51,00%
SCI Passages 99	Boulogne Billancourt	524 240 934	100,00%	
Snc Paris Croix des Petits-Champs	Paris	439 754 730	100,00%	100,00%

(1) Pourcentage déterminé après annulation des titres d'autocontrôle de Gascogne

Les principales variations de périmètre de l'exercice 2012 sont :

- la consolidation en activités poursuivies par intégration globale de l'hôtel Victoria Angkor (précédemment classé en actif destiné à être cédé et en activités abandonnées) et prise en compte d'intérêts minoritaires à hauteur de 25%. Ces évolutions sont décrites dans la note « Faits caractéristiques de la période c. »
- la consolidation de la Société Française de Casinos comme actif disponible à la vente (précédemment mis en équivalence). Cette évolution est décrite dans la note « Faits caractéristiques de la période c. »
- l'acquisition de la totalité des parts de la SCI les Vergers tel que décrit dans la note « Faits caractéristiques de la période f. »

Les autres sociétés sont consolidées par intégration globale à l'exception de GASCOGNE qui est consolidée par mise en équivalence,

Faits caractéristiques de la période

a. Structure

Le 25 juin 2012, l'Assemblée Générale d'EEM a décidé le versement d'un dividende de 3 € par action, soit un montant total de 9.750 K€, comme suit :

- * acompte de 2,5 € par action, versé le 2 février 2012, soit un versement de 7.992 K€ et 133 K€ inscrit en réserve au titre des actions d'autocontrôle,

- versement du solde de 0,5 € par action le 28 septembre 2012, soit un versement de 1.586 K€ et 39 K€ inscrit en réserve au titre des actions d'autocontrôle.

Au 31 décembre 2012 :

- le capital est constitué de 3.250.000 actions (idem au 31 décembre 2011) et s'élève à 52.000.000 euros (idem au 31 décembre 2011),
- la société EHM détient, à la clôture de cet exercice, 86.116 actions d'autocontrôle,
- Les capitaux propres d'EEM sont inférieurs à la moitié de son capital social.

Au cours de la période, les opérations sur les titres EEM ont été les suivantes :

	Animation de cours (1)	Hors animation de cours	Total
Quantité			
Initiale	6 480	45 675	52 155
Acquisition	36 741	80 418	117 159
Cessions	-23 698	0	-23 698
Actions attribuées	0	-59 500	-59 500
Finale	19 523	66 593	86 116
Valeurs			
Initiale	115 033,18	772 854,62	887 888
Acquisition	408 120,56	875 083,52	1 283 204
Cessions	-352 804,96	0,00	-352 805
Actions attribuées	0,00	-944 194,76	-944 195
Finale	170 348,78	703 743,38	874 092
Prix Unitaire			
Initiale	17,75	16,92	17,02
Acquisition	11,11	10,88	10,95
Cessions	14,89		14,89
Actions attribuées		15,87	15,87
Finale	8,73	10,57	10,15

(1)Avec ODDO

Les attributions d'actions font suite, conformément à la 6^{ème} résolution de l'Assemblée Générale du 30 novembre 2007, à l'attribution par le Président du Conseil d'Administration, en date du 27 septembre 2010 ratifiée par le Conseil d'Administration du 8 novembre 2010, de 64.500 actions gratuites à des salariés ou à des mandataires sociaux. Un bénéficiaire a renoncé à 5.000 actions. Ainsi 59.500 actions ont été attribuées. Elles seront incessibles jusqu'au 28 septembre 2014.

b. Gascogne

Cette participation a connu, au cours de l'exercice, des difficultés à caractère industriel et financier qui l'ont amenée à se placer sous le régime de la conciliation, un accord de ce type ayant été conclu le 13 juillet 2012 et homologué par le Tribunal de Commerce de Dax le 18 juillet 2012 dont la principale conséquence financière a été pour EEM l'apport en compte courant de 6 M€ dont le solde à l'issue de l'exercice 2012 est de 3,5 M€. Ce compte courant est garanti par un nantissement sur la créance en compte courant de GASCOGNE sur sa filiale suisse, *pari passu* avec les banques engagées dans l'accord de conciliation.

Dans le même temps, GASCOGNE a poursuivi des négociations avec ses créanciers bancaires, lesquelles n'ont pas débouché sur un accord au cours de l'exercice 2012.

L'exercice 2012 de GASCOGNE s'est déroulé dans un contexte économique difficile. Le recul du chiffre d'affaires est dû essentiellement à la branche « bois » et à la branche « complexes » perturbées par les incertitudes ayant pesé sur leur devenir. Néanmoins, la branche « sacherie » comme le secteur « papier » ont connu une activité solide, basée sur la qualité de leurs parts de marché.

L'exercice a été clos avec des fonds propres en fort recul, de 60,76 M€ contre 153,69 M€ au 31 décembre 2011. L'endettement net est en très léger recul (99,5 M€ contre 100,8 M€).

La note 35 expose les principaux agrégats financiers du Groupe GASCOGNE à l'issue de l'exercice 2012.

Eu égard aux incertitudes relatives au devenir de GASCOGNE, EEM a décidé, à la clôture de l'exercice :

- de ramener la valeur de sa participation dans GASCOGNE à son cours de bourse à la clôture de l'exercice (5,34€/action, soit 3.073 K€) en pratiquant une dépréciation complémentaire de 14.923 K€.
- de maintenir à sa valeur nominale le compte courant dont elle dispose chez GASCOGNE, inclus dans l'accord de conciliation et bénéficiant du privilège de « new money ».

Ainsi, GASCOGNE contribue au résultat du Groupe par une perte de 41.975 K€ sur la période se décomposant en :

- 27.052 K€ de contribution négative au résultat des sociétés mises en équivalence,
- 14.923 K€ de dépréciation.

c. Hôtellerie

La cession projetée de l'hôtel VICTORIA ANGKOR est ralenti par les litiges avec les minoritaires.

La Cour Suprême du Cambodge a annulé en 2012 un arrêt de la Cour d'Appel de Siem Reap de 2011 qui annulait la participation des minoritaires et donnait ainsi la totalité des parts de l'hôtel d'Angkor à EEM et renvoyé devant une autre cour d'appel devant laquelle le litige reste pendant.

Face à ces incertitudes juridiques, il a été considéré que :

- l'hôtel d'Angkor qui avait été classé, en conformité avec IFRS 5, en actifs non courants détenus en vue de la vente au 31/12/2011 ne pouvait plus suivre ce traitement comptable au 31/12/2012. Ainsi les actifs et passifs sont ventilés par nature dans les différentes rubriques du bilan au 31/12/2012 et le compte de résultat 2011 a été modifié afin de faire apparaître le comparatif avec celui de 2012.
- il a été retenu comme pourcentage d'intérêt 75%. L'impact du passage de 100% à 75% est une perte de 58 K€.

Par ailleurs, VICTORIA ANGKOR (VAK) détient une participation dans la société VICTORIA ANGKOR ESTATH (VAE) laquelle détient les droits immobiliers sur lesquels est construit l'hôtel.

Jusqu'au 31/12/2011, il avait été considéré que VAK détenait 100% de VAE par contrat avec des tiers.

Suite à la remise en cause de celui-ci, il a été considéré que VAK ne détenait plus que 49% de cette participation sans que cela ne remette en cause le contrôle exercé.

Compte tenu de la modification du pourcentage d'intérêt dans VAK, le pourcentage d'intérêt dans VAE passe de 100% à 36,75%. Il s'en suit un gain de 119 K€.

d. Vignes

EEM a cédé en juillet 2012 sa participation dans TOKAJ LENCSSES DÜLÖ pour un montant global de 2.581 K€, soit :

- les titres pour un prix de vente de 838 K€ pour une valeur dans les comptes consolidés de 2.700 K€,
- les comptes courants pour un prix de vente de 1.743 K€ pour une valeur nette nulle dans les comptes consolidés.

Compte tenu qu'un profit de cession interne de 1.082 K€ avait été différé jusqu'au dénouement de la cession, il s'en suit que la cession génère un gain de 961 K€ dans les comptes consolidés au 31/12/2012.

EEM a encaissé le prix en deux fois : 2.440 K€ ont été encaissé en juillet 2012 et 141 K€ début 2013 après que les clauses de garanties aient été appliquées. Ces dernières se sont traduites par une réduction du prix initial de 259 K€ prise en compte dans les prix de vente indiqués ci-dessus.

c. Casinos

Au 31/12/2011, la SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE CASINOS (SFC) était consolidée par mise en équivalence car EEM détenant 9,23% du capital de cette société et agissait de concert avec VERNHUIL PARTICIPATIONS.

EEM fait partie d'un accord entre actionnaires qui se termine en novembre 2014. A l'issuc de celui-ci EEM envisage de céder sa participation. Aussi, il a été considéré au 31/12/2012 qu'EEM ne devait plus consolider SFC par mise en équivalence mais inscrire les titres détenus par EEM sur SFC en actifs financiers disponibles à la vente. L'impact du reclassement est négatif de 3 K€ dans les comptes au 31/12/2012.

EEM détient 502.000 titres soit 9,86% du capital de cette société au 31/12/2012 (9,23% au 31/12/2011) suite à l'acquisition de 32.000 titres en 2012 pour une valeur de 64 K€, soit un cours de 2 € par action.

Suite à la valorisation de la participation d'EEM au cours de bourse, ce dernier étant de 1,98 € par action au 31 décembre 2012, la quote-part d'EEM a été valorisée à 994 K€ pour un prix d'acquisition des titres de 2.901 K€ d'où une dépréciation de 1.907 K€ constatée dans les comptes consolidés au 31/12/2012. La valeur de 994 K€ au 31/12/2012 peut être comparée à la valeur d'équivalence de 1.399 K€ au 31/12/2011. Compte tenu de l'achat de titres de l'exercice, SFC a un impact négatif sur le résultat du Groupe au 31/12/2012 de 470 K€.

f. Immobilier

- Dans le cadre des opérations immobilières avec la société SOFILOT, EEM a :

- reçu un remboursement partiel de son compte courant à hauteur de 2.057 K€ sur une première opération. Le solde à recouvrer sur cette première opération après prise en compte des intérêts courus et de divers frais engagés par EEM, se monte à 1.257 K€. Ce solde est garanti par le nantissement des titres d'une SCI restant à liquider.

-apporté 1.300 K€ en compte courant pour financer deux nouvelles opérations de respectivement 600 K€ et 700 K€ également garanties par nantissement de titres de SCI.

Dans les trois opérations, les comptes courants sont rémunérés à 4,5% l'an.

- Concernant la SA IMMOBILIÈRE PARISIENNE DE LA PERLE ET DES PIERRES PRÉCIEUSES (SAIP)

- SAIP a bénéficié d'une promesse unilatérale de vente d'un immeuble à Boulogne sous condition suspensive d'obtention par le bénéficiaire d'un permis de construire.

Dans ce cadre, SAIP a versé à titre d'indemnité d'immobilisation 450 K€ qui viendra en déduction du prix final. Différents frais ont été engagés portant l'ensemble des dépenses à 869 K€ au 31/12/12.

Le permis de construire a été obtenu le 11 octobre 2012 pour une surface inférieure à celle prévue dans la promesse de vente. Il s'en suit un litige porté en justice.

Par prudence, les frais engagés non recouvrables si l'opération n'aboutissait pas ont été dépréciés. Une provision de 293 K€ a été constatée. Les frais engagés sont classés en autres actifs non courants.

- SAIP a acquis au cours du premier semestre une créance de 540 K€ sur une société en liquidation judiciaire, la dite créance étant garantie par un privilège de vendeur et de préteur de denier suite à l'acquisition d'un bien immobilier à Boulogne Billancourt et d'un engagement de caution.

- Concernant la société LES VERGERS

EEM a acquis pour 350 K€ la participation du minoritaire de la société LES VERGERS de sorte qu'EEM détient désormais 100% des titres de cette société.

Les opérations de l'exercice ont été les suivantes :

- Cession des deux derniers appartements de l'immeuble de l'avenue Victor Hugo à Boulogne Billancourt pour une valeur de 638 K€ réalisant un gain de 58 K€ (hors coût du portage financier).
- Acquisition d'un bien immobilier à Boulogne Billancourt destiné à la revente pour un montant de 620 K€.
- Acquisition de la SCI Passage 99 laquelle détient un bien immobilier destiné à être vendu début 2013. Le montant investi est de 838 K€.

Une opération initiée en 2011, soit un prêt de 1.000 K€ à une SCI garanti par une hypothèque n'a pas été remboursée à son échéance le 15 décembre 2012. Une action juridique a été entreprise en vue d'obtenir le remboursement de ce prêt. Seul le montant des intérêts capitalisés pour un montant de 177 K€ a été déprécié, EEM estimant qu'elle est en mesure d'obtenir le remboursement du nominal de ce prêt.

Evénements postérieurs

- **GASCOGNE**

En janvier 2013, GASCOGNE a fait connaître à ses créanciers « new money » qu'en raison de son non-respect de certains « covenants » financiers, elle demandait un décalage d'échéances à fin avril, accepté par les participants et notamment EEM.

Il en a été de même en avril et un report à fin septembre a été consenti par les mêmes intervenants dont EEM.

GASCOGNE a annoncé dans un premier temps des dépréciations dans ses états financier 2012 de 60 M€ environ, puis publié ceux-ci en extériorisant une perte du groupe de 91,3 M€ et une perte sociale de 80 M€.

GASCOGNE a annoncé les 29 avril 2013 et 6 mai 2013 avoir entrepris de nouvelles discussions sur l'ensemble de sa dette afin de renforcer sa structure financière, avec pour objectif la finalisation d'un accord au cours de l'exercice 2013.

- **Immobilier**

- La société LES VERGERS a cédé un bien immobilier sis à Boulogne-Billancourt pour 790 K€ dégageant une plus value de 170 K€. La trésorerie générée est venue rembourser le compte courant entre EEM et LES VERGERS.

- EEM a reçu un complément de 130 K€ sur la 1ère opération SOFI.0 résultant du partage du boni de liquidation de 3 des 4 SCI incluses dans cette opération.

- **Vignes**

EEM a reçu le solde du prix de la vente de TOKAJ LENCSÉS DÜLÖ.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Principes généraux

1) Cadre général

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de l'exercice 2012 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales (IAS/IFRS) adoptées dans l'Union Européenne et applicables au 31 décembre 2012, date de clôture de ces comptes. Ces normes sont appliquées de façon constante sur les exercices présentés.

2) Méthodes comptables

2.1) Déclaration de conformité

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2012. L'ensemble des textes adoptés par l'Union européenne est disponible sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 à l'exception de l'adoption des nouvelles normes et interprétations, d'application obligatoire pour le Groupe au 1^{er} janvier 2012 :

- Amendements à IAS 12 : Impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents (applicable au 01/01/12)
- Amendements à IFRS 1 : Hyperinflation grave et suppression des dates d'application ferme pour les nouveaux adoptants (applicable au 01/07/11)
- Amendement à IFRS 7 : Informations à fournir - Transferts d'actifs financiers (applicable au 01/07/11)

L'application de ces nouvelles normes et interprétations n'a pas d'impact significatif sur les comptes du Groupe au 31 décembre 2012.

Ces principes appliqués par EEM au 31 décembre 2012 ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB ; en effet, l'application des amendements et interprétations dont la mise en œuvre est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2012 dans le référentiel publié par l'IASB mais non encore obligatoire dans le référentiel tel qu'endossé par l'Union européenne serait sans incidence significative.

Enfin, le Groupe n'a pas appliqué les normes et interprétations suivantes, qui n'ont pas été endossées par l'Union européenne au 31 décembre 2012 ou dont l'application obligatoire est postérieure au 31 décembre 2012 :

- normes endossées :
 - IFRS 7 – Informations à fournir dans le cadre des transferts d'actifs financiers,
 - Amendement d'IAS 1 Présentation des états financiers,
 - IAS 19 Révisée – Avantages au personnel,
 - IAS 28 Révisée – Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises,
 - IFRS 10 – Etats financiers consolidés,
 - IFRS 11 – Partenariats,
 - IFRS 12 – Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités,

- IFRS 13 – Évaluation à la juste valeur,
- IFRIC 20 – Frais de déblaiement engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert,
- IAS 27 modifié - Etats financiers individuels,
- Amendements d'IAS 32 - Compensation des actifs financiers et des passifs financiers,
- Amendement à IFRS 1 - Prêts gouvernementaux.

- Normes non endossées :

- IFRS 9 – Instruments financiers,

Le processus de détermination par EEM des impacts potentiels sur les comptes consolidés du Groupe est en cours. Le Groupe n'anticipe pas, à ce stade de l'analyse, d'impact significatif sur ses comptes consolidés, à l'exception d'IFRS 9, compte tenu des incertitudes pesant sur le processus d'adoption en Europe.

2.2) Retraitements effectués sur les comptes clos le 31.12.2011 tels que publiés :

a) L'hôtel d'Angkor qui avait été classé, en conformité avec IFRS 5, en actifs non courants détenus en vue de la vente au 31/12/2011 ne pouvait plus suivre ce traitement comptable au 31/12/2012. Ainsi les actifs et passifs sont ventilés par nature dans les différentes rubriques du bilan au 31/12/2012 et le compte de résultat 2011 a été modifié afin de faire apparaître le comparatif avec celui de 2012.

b) La société a décidé de corriger le traitement comptable des actifs immobilisés acquis en réméré, considérant que la majorité des risques et avantages ne sont pas transférés par le vendeur à l'acquéreur, notamment du fait que le cédant conserve la faculté de racheter le bien immobilier à un prix pré-déterminé et de les considérer comme des opérations de financement. En conséquence de cette analyse, les actifs ont été reclassé de stocks et en cours en actifs financiers non courants et les loyers de en intérêts sur créances tant au 31/12/2011 qu'au 31/12/2012.

Les impacts sur les comptes 2011 tels que présentés en comparatif aux comptes 2012 sont les suivants :

Pour le Bilan :

	En K€	31/12/2011 corrigé	31/12/2011 avant correction
BILAN ACTIF	Autres actifs financiers non courants	10.363	5.283
	Stocks et en-cours	726	5.806

Pour le Compte de Résultat :

(en milliers d'euros)	31/12/11 présenté	Retraitements V. Angkor en activités poursuivies	Corrections ventes à rémérés	31/12/2011 en comparatif aux comptes 2012
Chiffre d'affaires	3 167	2 904	-223	5 847
Autres produits opérationnels	0	18		18
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	3 167	2 922	-223	5 866
Charges opérationnelles :				
Achats consommés	0	-433		-433
Charges externes	-5 474	-1 025		-6 500
Charges de personnel	-1 082	-746		-1 827
Impôts et taxes	-85	-2		-87
Dotation nette aux amortissements	-411			-411
Dépréciation d'actifs nets des reprises :				
Sur actifs financiers	-64			-64
Sur actifs courants	-13			-13
Pour risques et charges	49			49
Autres charges opérationnelles	-99			-99
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	-4 011	716	-223	-3 519
Autres produits opérationnels non courants	7 607			7 607
Autres charges opérationnelles non courantes	-5 293			-5 293
RESULTAT OPERATIONNEL	-1 697	716	-223	-1 204
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	408	33	223	664
Coût de l'endettement financier brut	-663	49		-614
<i>ST Coût de l'endettement financier net</i>	<i>-255</i>	<i>82</i>	<i>223</i>	<i>50</i>
Autres produits financiers	8 200			8 200
Autres charges financières	-9 935			-9 935
<i>ST Autres produits et charges financiers (1)</i>	<i>-1 735</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-1 735</i>
Quote-part dans le résultat net des participations mises en équivalence	-9 608			-9 608
RESULTAT AVANT IMPÔTS	-13 295	798	0	-12 496
Charge d'impôt sur le résultat	-4			-4
RESULTAT APRÈS IMPÔTS DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	-13 298	798	0	-12 500
Résultat net d'impôt des activités abandonnées (2)	23 646	-798		22 848
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	10 347	0	0	10 347
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère	10 268			10 268
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	79			79

2.3) Bases d'évaluation

Les états financiers sont établis selon la convention du coût historique à l'exception des instruments financiers dérivés qui sont évalués à leur juste valeur et des passifs résultant de transactions dont le paiement est fondé sur des actions évaluées à la juste valeur.

Les états financiers sont par ailleurs établis en application de la convention de continuité de l'exploitation, référence faite aux hypothèses commentées à la note 7 ci-après.

Méthodes de consolidation

3) Périmètre de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote (filiales) sont consolidées par intégration globale. Les sociétés détenues à moins de 50%, mais sur lesquelles EEM exerce un contrôle de fait, c'est-à-dire le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles afin d'en obtenir des avantages, sont consolidées selon cette même méthode.

La mise en équivalence s'applique à toutes les entreprises associées dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable par la présence d'un représentant dans les organes de direction. Cette influence est présumée quand le pourcentage de droit de vote est supérieur ou égal à 20 %.

Toutes les transactions internes sont éliminées en consolidation.

4) Regroupements d'entreprises

Les regroupements sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Ainsi, lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur conformément aux prescriptions des normes IFRS. L'écart résiduel représentatif de la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part des actifs nets évalués à leur juste valeur, est comptabilisé en écart d'acquisition.

5) Conversion des comptes exprimés en devises

Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'Euro sont convertis en Euro au taux de change de clôture et leurs comptes de résultat et flux de trésorerie au taux de change moyen de l'exercice. La différence de conversion en résultant est inscrite dans les capitaux propres au poste "Ecart de conversion".

Les écarts d'acquisition et ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère. Ils sont donc exprimés, lorsqu'ils sont significatifs, dans la devise fonctionnelle de l'entité et sont convertis au taux de clôture.

6) Conversion des transactions libellées en devises

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits en compte de résultat (en autres produits et charges financiers).

Règles et méthodes d'évaluation

7) Recours à des estimations

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains soldes du bilan ou du compte de résultat nécessite l'utilisation d'hypothèses et estimations. Il s'agit notamment de l'estimation de la juste valeur des actifs financiers (note 37), des tests de perte de valeur des titres mis en équivalence (note 36) et, le cas échéant, des actifs d'impôts différés. Ces hypothèses, estimations ou appréciations établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

•Actifs financiers

Les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés selon la norme IAS 39 à la juste valeur. Concernant la holding SOCIÉTÉ FRANCAISE DE CASINOS nouvellement classée en actifs financiers disponibles à la vente, la Direction d'EEM a considéré que la valeur de la participation d'EEM dans la SFC devait être ramenée au cours de bourse.

•Sociétés mises en équivalence (GASCOGNE)

Les résultats déficitaires du groupe GASCOGNE, enregistrés en 2011 et en 2012, associés aux incertitudes relatives au devenir de cette entreprise ont conduit EEM à valoriser GASCOGNE au cours de bourse du 31 décembre 2012 considérant que les tests d'impairments pratiqués ne représentaient pas une estimation fiable de la valeur d'utilité

En effet, EEM a considéré que les dépréciations pratiquées par GASCOGNE dans ses comptes au 31/12/2012, fondées sur des prévisions postulant la continuité d'exploitation, de même que les évaluations pratiquées par elle en interne, ne permettaient pas de rendre compte du risque complémentaire que présentaient les non respectifs de covenant financiers ayant conduit à des reports d'échéancce de dette « new money » et syndiquée, ainsi que la non finalisation, à la date d'arrêté de ses propres états financiers, de la restructuration financière de GASCOGNE, prévue comme devant intervenir au second semestre 2013.

Le Groupe GASCOGNE rappelle dans ses annexes aux Comptes consolidés du 31 décembre 2012 que « Les comptes consolidés ont été établis en appliquant le principe de continuité d'exploitation.

Toutefois, même si la Direction a retenu comme hypothèse la plus probable la réussite des discussions avec les banques, il existe de fait une incertitude quant à leur issue et, en cas d'issue défavorable, l'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de continuité d'exploitation, concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs, pourrait s'avérer non appropriée. »

A la clôture de l'exercice EEM a décidé :

- de ramener la valeur de sa participation dans GASCOGNE à son cours de bourse à la clôture de l'exercice (5,34€/action, soit 3.073 K€) en pratiquant une dépréciation complémentaire de 14.923 K€.
- de maintenir à sa valeur nominale le compte courant dont elle dispose chez GASCOGNE, inclus dans l'accord de conciliation et bénéficiant du privilège de « new money ».

Ainsi, GASCOGNE contribue au résultat du Groupe par une perte de 41.975 K€ sur la période se décomposant en :

- 27.052 K€ de contribution négative au résultat des sociétés mises en équivalence,
- 14.923 K€ de dépréciation.

8) Tests de dépréciation

Les tests de dépréciation consistent à comparer la valeur nette comptable des UGT, y compris les écarts d'acquisition (goodwill), et la valeur recouvrable de chaque Unité Génératrice de Trésorerie.

Pour l'appréciation de la valeur des actifs à la clôture, le Groupe a retenu la segmentation de l'information sectorielle en fonction du découpage par secteurs d'activité suivants :

- Secteur hôtelier du Cambodge :

La valeur recouvrable retenue a été déterminée à partir du prix de vente en cours de négociation au 31 décembre 2012.

- Immobilier : chaque ensemble immobilier, pris séparément :

Les actifs correspondant au secteur immobilier sont valorisés soit par des experts indépendants ayant une qualification professionnelle pertinente et reconnue et ayant une expérience récente quant à la situation géographique et la catégorie de ce type d'immeuble soit par une actualisation de ces expertises réalisées antérieurement.

9) Ecarts d'acquisition - Goodwill

Le goodwill correspond à l'écart constaté à la date d'entrée d'une société dans le périmètre de consolidation, entre, d'une part, le coût d'acquisition des titres de celle-ci et, d'autre part, la part du Groupe dans la juste valeur, aux dates d'acquisition, des actifs, passifs majorés le cas échéant de certains passifs éventuels relatifs à la société.

Les goodwill relatifs aux sociétés contrôlées sont enregistrés à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique écarts d'acquisition. Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de valeur au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur. Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et sa valeur recouvrable est comptabilisé dans l'exercice en charge opérationnelle et est non réversible.

Les écarts d'acquisition négatifs (badwill) sont comptabilisés directement en résultat l'année de l'acquisition.

10) Immobilisations

Seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Le Groupe a choisi de conserver le principe de l'évaluation des immobilisations corporelles et incorporelles selon la méthode du coût.

11) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles significatives au 31 décembre 2012 représentent des logiciels amortis sur une durée de 1 à 5 ans, les droits d'utilisation des terrains lesquels sont amortis linéairement sur la durée de la licence (entre 13 ans et 30 ans) ayant été inscrits en actifs disponibles à la vente.

12) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition pour le Groupe diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation suivantes :

- Constructions:20 à 50 ans,
- Ouvrages d'infrastructure:8 à 10 ans,
- Installations techniques:3 à 10 ans,
- Agencements et installations:4 à 10 ans,
- Matériel de transport:3 à 8 ans,
- Matériel de bureau et informatique:2 à 5 ans,
- Mobilier de bureau:3 à 10 ans.

Le mode d'amortissement utilisé par le Groupe est généralement le mode linéaire.

Il n'est pas tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable.

13) Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont les biens immobiliers détenus par le Groupe pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital ou les deux.

Echappent à cette définition les immeubles destinés à être vendus dans le cadre de l'activité ordinaire (marchands de biens). Dans ce cas, ils sont classés en stocks.

Les immeubles de placement sont enregistrés pour leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles comptabilisations de perte de valeur.

La durée normale d'utilisation s'établit, suivant la nature de l'immeuble, entre 40 ans et 50 ans, période sur laquelle l'immeuble est amorti linéairement.

14) Titres mis en équivalence

Les participations dans des entreprises associées sont initialement comptabilisées au coût et leur valeur comptable est augmentée ou diminuée pour comptabiliser la quote-part du Groupe dans les résultats de l'entreprise détenue après la date d'acquisition. La quote-part du Groupe dans le résultat de l'entreprise détenue est comptabilisée sous la rubrique « Quote-part dans le résultat net des participations mises en équivalence » du compte de résultat. Les distributions reçues de l'entreprise détenue réduisent la valeur comptable de la participation.

Des ajustements de la valeur comptable peuvent également être nécessaires dans le cas de modifications de la valeur de la participation du Groupe dans l'entreprise détenue dues à des variations des capitaux propres de l'entité détenue qui n'ont pas été comptabilisés dans son résultat. De telles modifications sont notamment celles qui résultent de la réévaluation des immobilisations corporelles et des écarts de conversion. La quote-part de l'investisseur dans ces changements est comptabilisée directement dans les capitaux propres de l'investisseur.

A la fin de chaque exercice, la société applique les prescriptions d'IAS39 pour déterminer si la participation doit faire l'objet d'un impairment, au-delà des pertes déjà inscrites en résultat des sociétés mises en équivalence.

15) Autres actifs financiers

Les actifs financiers non courants comprennent les titres de participation (actifs financiers disponibles à la vente) et la part à plus d'un an des prêts et créances évalués au coût amorti.

Conformément à la norme IAS 39 "Instruments financiers", les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres. En cas d'indication objective d'une dépréciation de l'actif financier (notamment baisse significative ou durable de la juste valeur de l'actif), une provision pour dépréciation irréversible est constatée par résultat.

Les autres actifs financiers ont été classés en courant lorsque leur réalisation doit intervenir dans les 12 mois.

Les prêts sont comptabilisés au coût amorti. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La dépréciation correspondant à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat et est réversible si la valeur recouvrable était amenée à évoluer favorablement dans le futur.

Cas particulier des actifs acquis en réméré :

Les actifs immobiliers acquis en réméré sont considérés comme des opérations de financement et donc présentés en actifs financiers (les loyers correspondant en produits financiers) dès lors que la majorité des risques et avantages ne sont pas transférés par le vendeur à l'acquéreur, notamment lorsque que le cédant conserve la faculté de racheter le bien immobilier à un prix pré déterminé et de les considérer comme des opérations de financement.

16) Stocks et en-cours de production industrielle

Les stocks et en-cours de production industrielle sont évalués au plus bas de leur coût de revient (y compris les coûts indirects de production) et de leur valeur nette de réalisation.

Les coûts de revient sont généralement calculés selon la méthode du premier entré- premier sorti.

Les stocks de marchands de biens sont comptabilisés au prix de revient. Celui-ci inclut le prix d'achat, les frais d'acquisition et les travaux réalisés.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur de réalisation est inférieure à la valeur brute des stocks.

17) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie figurant dans le bilan consolidé comprend les disponibilités ainsi que les valeurs mobilières de placement et les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en un montant déterminable de liquidité.

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées et comptabilisées à leur juste valeur. Aucun placement n'est analysé comme étant détenu jusqu'à l'échéance. Ils sont considérés comme détenus à des fins de transaction et les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en résultat.

Les placements dans les actions cotées, les placements à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) autres que celles liées à des réglementations propres à certains pays ou secteurs d'activités (contrôle des changes, etc.) sont exclus de la trésorerie.

La trésorerie et équivalents de trésorerie figurant à l'actif du bilan correspondent à la trésorerie telle que définie ci-dessus. La trésorerie et les équivalents de trésorerie n'y correspondant pas sont classés sous la rubrique « Autres actifs courants ».

Les découvertes bancaires sont inclus dans la trésorerie du tableau des flux de trésorerie. Ils figurent dans les passifs courants sous la rubrique « Emprunts auprès des établissements de crédit ».

18) Titres d'autocontrôle

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres, pour leur montant net d'impôt, et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

19) Participations ne donnant pas le contrôle

Lors d'un regroupement d'entreprises, les participations ne donnant pas le contrôle sont comptabilisées à la juste valeur ou à la quote-part dans l'actif net de la cible acquise. Le choix comptable est propre à chaque opération.

20) Provisions pour pensions, indemnités de fin de carrière et autres avantages du personnel

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraites et d'indemnités de départs.

Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les indemnités de départ, les provisions sont déterminées de la façon suivante : la méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs. L'ensemble des écarts actuariels générés est immédiatement comptabilisé en résultat.

21) Autres provisions pour risques et charges

Les autres provisions pour risques et charges, courantes ou non courantes, sont principalement relatives aux éléments suivants :

- litiges,
- engagement de versement de rentes pris antérieurement par la Société,
- risques sur contrôles fiscaux.

22) Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement figurent en « Autres passifs non courants ». Les reprises de subventions sont échelonnées sur la durée d'amortissement des biens qui en ont bénéficié, et enregistrées dans le résultat au niveau des autres produits opérationnels.

23) Impôts différés

Des impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporelles entre la base imposable et la valeur en consolidation des actifs et passifs. La règle du report variable est appliquée et les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est décidé.

Des actifs d'impôts différés sont inscrits au bilan dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils soient récupérés au cours des années ultérieures. Les actifs et passifs d'impôts différé ne sont pas actualisés.

24) Actifs et passifs courants et non courants

Un actif est classé en tant qu'actif courant lorsque le Groupe s'attend à pouvoir le réaliser, le vendre ou le consommer dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture ou lorsqu'il est détenu essentiellement aux fins d'être négocié.

Un passif est classé en tant que passif courant lorsque le Groupe s'attend à le régler au cours de son cycle d'exploitation normal ou dans les douze mois suivant la clôture ou lorsqu'il est détenu essentiellement aux fins d'être négocié.

Tous les autres actifs et passifs sont classés en non courants.

25) Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Les actifs nets du Groupe destinés à être cédés ou les actifs corporels détenus en vue de la vente, comme définis par l'IFRS 5, sont comptabilisés en actifs destinés à la vente et dettes des activités abandonnées sans possibilité de compensation entre les actifs et les passifs concernés.

Dès lors qu'ils sont classés dans cette catégorie, les actifs non courants et groupes d'actifs et de passifs sont évalués au plus bas de leur valeur comptable et de leur juste valeur minorée des coûts de vente.

Les actifs concernés cessent d'être amortis. En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat.

En outre, lorsqu'un groupe d'actifs et de passifs destiné à la vente constitue un ensemble homogène de métiers, il est qualifié d'activité abandonnée. Les activités abandonnées incluent à la fois les activités destinées à être cédées, les activités arrêtées, ainsi que les filiales acquises exclusivement dans une perspective de revente.

L'ensemble des pertes et profits relatifs à ces opérations est présenté séparément au compte de résultat, sur la ligne « Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession », qui inclut les résultats nets après impôt de l'activité, le résultat net après impôt lié à son évaluation à la valeur de marché minorée des coûts de vente, et le résultat net après impôt de la cession de l'activité.

26) Produit des activités ordinaires

Les revenus sont constitués par les ventes de marchandises, les ventes de biens et services produits dans le cadre des activités principales du Groupe.

Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens.

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir.

En général, le chiffre d'affaires relatif à la vente de biens et d'équipements est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au Groupe.

Pour les transactions ne comprenant que des services ou des prestations de conseils, le chiffre d'affaires n'est comptabilisé que lorsque les services sont rendus.

Les produits d'intérêts sont enregistrés *prorata temporis* selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les dividendes reçus sont comptabilisés dès lors que le droit à recevoir des dividendes est avéré.

Les revenus locatifs sont comptabilisés en produits de façon linéaire sur toute la durée du contrat de location.

27) Résultat opérationnel courant

La notion de résultat opérationnel s'apprécie avant les produits et charges opérationnels non courants (Cf. infra), les produits et charges financiers, le coût de financement, les charges d'impôt sur les bénéfices, la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence et le résultat net des activités abandonnées.

28) Charges ou produits opérationnels non courants

La notion de charges ou produits opérationnels non courants recouvre essentiellement les résultats de cessions d'actifs financiers, incorporels ou corporels.

29) Coût de financement

Le coût de financement inclut les charges et produits d'intérêts sur la dette nette consolidée, constituée des dettes auprès des établissements de crédit et de la trésorerie totale (trésorerie, équivalents de trésorerie et valeurs mobilières de placement).

30) Résultat par action

Le résultat par action non dilué (résultat de base par action) correspond au résultat net part du Groupe, rapporté au nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice, diminué des titres autodétenus.

Pour le calcul du résultat dilué par action, le nombre moyen d'actions en circulation est ajusté pour tenir compte de l'effet dilutif des instruments de capitaux propres émis par l'entreprise, tels que les obligations convertibles en actions ou les options de souscription et d'achat d'actions.

A. Compléments d'information sur le bilan et le compte de résultat

Les informations sont données, sauf indication contraire, en **Milliers d'€**.

31) Ecarts d'acquisition – Goodwill

	31/12/2012	31/12/2011
Valeur d'acquisition à l'ouverture	150	150
Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises		
Variation de périmètre	-150	
Divers		
Transfert vers des actifs non courants et groupe d'actifs à céder détenus en vue de la vente		
Ecarts de conversion		
Valeur d'acquisition à la clôture	0	150
Pertes de valeur à l'ouverture	-150	-150
Pertes de valeur sur goodwill	150	
Cessions		
Pertes de valeur à la clôture	0	-150
Valeur nette	0	0

32) Immobilisations incorporelles

	31/12/2012	31/12/2011
Valeur brute à l'ouverture	26	25
Acquisitions	5	2
Réévaluation	0	0
Transferts	0	0
Variation de périmètre	0	0
Cessions	0	0
Reclassement actifs détenus en vue de la vente	1 247	0
Ecarts de conversion (1)	-24	0
Valeur brute à la clôture	1 255	26
Amortissements et pertes de valeur à l'ouverture	26	25
Dotation de l'exercice	58	1
Réévaluation	0	0
Transferts	0	0
Variation de périmètre	0	0
Cessions	0	0
Reclassement actif détenus en vue de la vente	247	0
Ecarts de conversion (1)	-6	0
Amortissements et pertes de valeur à la clôture	325	26
Valeur nette	929	0
Hôtellerie	928	0
Divers	1	0

(1) Les effets des variations de change portent sur les investissements hôteliers au Sud est asiatique exprimés en US dollars en raison de l'évolution de la parité du dollar contre l'euro au cours de l'exercice.

Les mouvements de l'exercice s'analysent ainsi :

	31/12/2011	Transfert des actifs détenus en vue de la vente	Augmentation	Ecarts de conversion	31/12/2012
Droits d'utilisation de terrains	0	1108		-21	1 086
Marques et autres droits	0				0
Logiciels	26	83	5	-2	113
Divers	0	56		-1	55
Valeur brute	26	1 247	5	-24	1 255
Droits d'utilisation de terrains	0	165	32	-4	193
Marques et autres droits	0				0
Logiciels	26	60	16	-2	101
Divers	0	22	10		32
Amortissements et pertes de valeur	26	247	58	-6	325
Valeur nette	0	1 001	-53	-19	929

33) Immobilisations corporelles

	31/12/2012	31/12/2011
Valeur brute à l'ouverture	130	77
Acquisitions	112	53
Diminutions	-6	0
Transfert vers des actifs non courants et groupe d'actifs à céder détenus en vue de la vente	9 538	0
Variation de périmètre	-187	0
Ecarts de conversion (1)	0	0
Reclassement	0	0
Valeur brute à la clôture	9 587	130
Amortissements et pertes de valeur à l'ouverture	62	56
Dotation de l'exercice	1 147	7
Reprise de l'exercice	-6	0
Transfert vers des actifs non courants et groupe d'actifs à céder détenus en vue de la vente	3 607	0
Variation de périmètre	-99	0
Ecarts de conversion (1)	0	0
Reclassement	0	0
Amortissements et pertes de valeur à la clôture	4 711	62
Valeur nette	4 876	68
Dont :		
Immobilier	43	49
Hôtellerie	4 804	0
Divers	29	19
	4 876	68

(1) Les effets des variations de change portent sur les investissements hôteliers au Sud-est asiatique exprimés en US dollars en raison de l'évolution de la parité du dollar contre l'euro au cours de l'exercice.

Les mouvements de l'exercice s'analysent ainsi :

	31/12/2011	Transfert des actifs détenus en vue de la vente	Augmentation	Diminution	Transferts	Ecarts de conversion	31/12/2012
Terrains	0	637				-12	625
Constructions	0	5 130	26			-100	5 056
Installations techniques	0	1 956	51		58	-41	2 024
Autres immobilisations corporelles	130	1 758	35	-6		-35	1 883
Immobilisations en cours	0	57			-58	0	0
Valeur brute	130	9 538	112	-6	0	-187	9 587
Terrains	0						0
Constructions	0	1 250	399			-34	1 615
Installations techniques	0	1 286	399			-35	1 650
Autres immobilisations corporelles	62	1 071	348	-6		-29	1 446
Amortissements & pertes de valeur	62	3 607	1 147	-6	0	-99	4 711
Valeur nette	68	5 931	-1 035	0	0	-88	4 876

34) Immeubles de placement

	31/12/2012	31/12/2011
	Paris Croix des Petits Champs	Paris Croix des Petits Champs
Immeubles de placement, solde d'ouverture		
Valeur brute	5 645	6 048
Cumul des amortissements	6 067	6 067
Cumul des pertes de valeur	422	-19
Cession bail		
Investissements		
Cessions	-3	
Transferts en actifs détenus en vue de la vente		
Transferts des stocks		
Amortissements	-403	-403
Ecarts de conversion		
Immeubles de placement, solde de clôture	5 239	5 645
Valeur brute	6 063	6 067
Cumul des amortissements	-824	-422
Cumul des pertes de valeur		
Juste valeur des immeubles de placement comptabilisée au coût historique (1)	7 507	7 742
Prix de cession	1	
Plus (moins-value) de cession	-2	

Au 31/12/2012 : calculée selon actualisation d'une expertise de début 2010

	31/12/2012	31/12/2011
	Paris Croix des Petits Champs	Paris Croix des Petits Champs
a) Produits et charges des immeubles de placement :		
Produits locatifs	246	204
Charges opérationnelles directes (y compris les réparations et la maintenance) occasionnées par les immeubles de placement qui ont généré des produits locatifs au cours de la période	57	59
Charges opérationnelles directes (y compris les réparations et la maintenance) occasionnées par les immeubles de placement qui n'ont pas généré de produits locatifs au cours de la période		5
b) Contrats de location simple :		
Montant des paiements minimaux futurs à recevoir au titre de contrats de location simple non résiliables	632	609
A moins d'un an	399	329
A plus d'un an mais moins de cinq ans	234	280
c) Montants totaux des loyers conditionnels comptabilisés en résultat		

35) Titres mis en équivalence

	31/12/2012	31/12/2011
Gascogne	3 073	45 544
Société Française de Casinos	0	1 399
	3 073	46 943

Société Française de Casinos

La SFC est désormais classée dans les actifs disponibles à la vente tel que décrit dans la note “Faits caractéristiques de la période c.”

Gascogne

Au cours de l'exercice 2012, EEM a acquis 207 titres GASCOGNE. Le nombre de titres auto-détenus par GASCOGNE a diminué de 609 titres. Il en résulte que le pourcentage de détention dans GASCOGNE s'établit, au 31 décembre 2012, à 29,6342%, contre 29,6328% au 31 décembre 2011, entraînant une perte de relation pour EEM de 3 K€.

Le calcul de ces pourcentages d'intérêt et de détention est synthétisé dans le tableau suivant :

	31/12/2011	31/12/2012
Nombre d'actions :		
- Gascogne	1.993.963	1.993.963
- Autocontrôle Gascogne	52.245	52.854
- détenus par EEM	575.412	575.205
% d'intérêt (1)	29,63%	29,63%
% de détention	28,86%	28,85%

(1) actions détenues par EEM / (actions Gascogne – actions d'autocontrôle)

A noter :

- L'acquisition de 207 titres au prix de 5 K€ a généré un gain de 12 K€.
- La variation des titres d'autocontrôle de Gascogne entraînent une perte de dilution pour EEM de 15 K€.
- Les titres GASCOGNE détenus par EEM sont en partie nantis au profit de créanciers sociaux en contrepartie d'emprunts (Cf. note 45).

Les valeurs de la quote-part de GASCOGNE chez EEM selon les capitaux propres et selon le cours de bourse sont résumées ci-dessous :

en K€	31/12/2012	31/12/2011
Selon capitaux propres		
Chez GASCOGNE	60.726	153.694
% EEM	29,63%	29,63%
Quote-part EEM	17.996	45.544

Selon cours de bourse		
Cours au 31/12	5,34	23
Nombre de titres détenus par FEM	575.412	575.205
Titres valorisés au cours de bourse	3.073	13.230

	31/12/2012	31/12/2011
Nombre de titres détenus	575 412	575 205
Pourcentage d'intérêts (1)	29,63%	29,63%
Valeur d'équivalence à l'ouverture	45 544	51 617
Variation de périmètre ou du pourcentage détenu	2	3957
Autres variations de capitaux propres	-498	-380
Dividendes reçus		
Dépréciation de la participation	-14 923	
Quote-part de résultat	-27 052	-9651
Valeur d'équivalence à la clôture	3 073	45 544
Valeur d'acquisition à l'ouverture	43 862	42 706
Augmentation	5	1 156
Diminution		
Valeur d'acquisition à la clôture	43 867	43 862
Impôts différés passifs à l'ouverture	29	154
Augmentation		-125
Diminution	-29	
Impôts différés passifs à la clôture	0	29
Valeur boursière à la clôture	3 073	13 230
Valeur boursière à la clôture + 3 mois	2 048	10 929

(1) Pourcentage de détention tenant compte des actions propres annulées.

Eu égard aux incertitudes relatives au devenir de GASCOGNE, cette participation a été valorisée au cours de bourse (Cf. évènements caractéristiques de l'exercice b. Gascogne)

Au 28/02/2013, les principaux actionnaires connus de Gascogne sont les suivants :

Actionnariat au 28/02/2013 de Gascogne	détention	% droit de vote
EEM	28,86	29,96
Groupe BNP	7,29	5,75
Meysset Développement	5,18	8,18
Groupe Société Générale	5,15	8,13
FCPE Gascogne Investissements	4,54	6,42
WYSER PRATTE	4,45	2,86
SIS Segaintersetile AG - Olten - Suisse	3,26	2,58
DRT	2,26	3,57

Les éléments significatifs des états financiers consolidés de GASCOGNE sont les suivants :

	31/12/2012	31/12/2011
Actifs non courants	139 719	168 005
Actifs courants	168 717	153 729
Activités en cours de cession	7 947	118 045
Total de l'actif	316 383	439 779
Capitaux propres (part du Groupe)	60 726	153 694
Intérêts minoritaires	33	34
Passifs non courants	45 725	42 718
Passifs courants	204 739	184 133
Activités en cours de cession	5 160	59 200
Total du passif	316 383	439 779
Chiffre d'affaires	419 693	430 519
Résultat opérationnel courant	-1 202	-75
Résultat opérationnel	-68 370	-27 918
Résultat financier	-9 444	-7 096
Résultat avant impôt	-77 578	-34 940
Résultat net des activités cédées nettes d'impôt	-12 615	-6 327
Résultat net de l'ensemble consolidé	-91 288	-32 564
Résultat net (part du groupe)	-91 287	-32 567

Le compte de résultat de 2011 est retraité des activités en cours de cession

La certification des comptes du Groupe GASCOGNE a donné lieu de la part de ses Commissaires aux comptes à la justification de leurs appréciations sur les incertitudes pesant sur la continuité d'exploitation et sur la dépréciation des goodwill et des actifs à durée d'utilité indéfinie.

Le rapport financier 2012 de GASCOGNE est consultable sur le site :

http://www.groupe-gascogne.com/rapport_annuel - groupe_gascogne.htm

36) Autres actifs financiers non courants

	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts et créances au coût amorti	31/12/2012	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts et créances au coût amorti	31/12/2011
Actifs financiers, solde d'ouverture	25	10 338	10 363	25	1 246	1 270
Valeur brute	643	10 338	10 981	643	1 246	1 889
Cumul des pertes de valeur	-619	0	-619	-619	0	-619
Investissements	64	1 733	1 797		9 170	9 170
Augmentations dues aux variations de périmètre	1 395		1 395			
Cessions, remboursements	-8	-2 121	-2 129		-77	-77
Transferts (vers) les actifs financiers courants						0
Transferts (vers) d'autres rubriques	1	5	6			0
Augmentation (diminution) provenant des variations de la juste valeur	-467	-177	-644			0
Augmentation (diminution) résultant des changements de taux de change	0	0				0
Actifs financiers, solde de clôture	1 010	9 779	10 788	25	10 338	10 363
Valeur Brute	3 535	9 956	13 491	643	10 338	10 981
Cumul des pertes de valeur	-2 526	-177	-2 703	-619	0	-619

Actifs financiers disponibles à la vente

	31/12/2012		31/12/2011	
	Valeur brute	Valeur nette	Valeur brute	Valeur nette
Petrojet International	619		619	
Société Française de Casinos	2901	994		
Lopan	1	1		
Divers	15	15	25	25
	3 535	1 009	643	25

Les mouvements 2012 s'analysent comme suit :

- Investissements :
Il s'agit d'une acquisition de 32.000 titres SFC pour 64 K€, soit un prix unitaire de 2 €.
- Augmentation liée aux variations de périmètre :
Il s'agit pour l'essentiel des titres SFC lesquels ne sont plus consolidés par mise en équivalence, soit 470.000 titres de valeur brute de 2.837 K€ dépréciés à hauteur de 1.440 K€, soit un net de 1.397 K€.
- Diminution provenant des variations de juste valeur :
Dépréciation des titres SFC au cours de l'exercice 2012 pour les ajuster au cours de bourse.

Le rapport financier 2012 de Société Française de Casinos est consultable sur le site :
<http://www.casinos-sfc.com/finance/publications.html>

Prêts et créances au coût amorti

La catégorie « prêts et créances au coût amorti » comprend principalement des créances rattachées à des participations, des avances en comptes courants consenties à des entités associées ou non consolidées, des dépôts de garantie, les autres prêts et créances.

Au 31/12/2012, Les stocks de biens immobiliers détenus dans le cadre d'un contrat de réméré ont été considérés comme des actifs financiers. Les données de 2011 ont été corrigées.

Ainsi, les investissements 2011 correspondent pour :

- 3.082 K€ à une avance faite à SOFILOI par EEM dans le cadre d'une opération immobilière complexe, intérêts courus au 31/12/2011 compris,
- 1.007 K€ à un prêt immobilier octroyé par LHS VERGERS avec garantie hypothécaire, intérêts courus au 31/12/2011 compris.
- 5.080 K€ à des acquisitions de biens immobiliers en réméré.

Les mouvements 2012 s'analysent comme suit :

- Investissements : SOFILOI pour 1.560 K€
- Cessions, remboursements : SOFILOI pour 2.057 K€
- Diminution provenant des variations de juste valeur : dépréciation intérêts courus sur prêt.

37) Autres actifs non courants

Ils concernent en 2011 les dépenses sur opérations immobilières de la SAIP qui ont été classées en 2012, en actifs courants.

38) Impôts différés actifs

Ils correspondent à l'activation des pertes fiscales reportables d'EEM limitées aux seuls impôts différés passifs constatés sur les différences temporaires des sociétés mises en équivalence.

	31/12/2012	31/12/2011
Déficits fiscaux reportables de l'ensemble EEM intégré fiscalement	17 667	13 963
Déficit activé	0	87
Taux d'impôt différé	33,33%	33,33%
Impôt différé actif	0	29
Déficits fiscaux restant reportables pour l'ensemble EEM intégré fiscalement	17 667	13 877

Le Groupe n'a pas activé d'impôts différés au titre des reports déficitaires d'EEM et de ses filiales qui totalisent environ 26 M€ au 31 décembre 2012.

39) Actifs non courants et groupe d'actifs à céder détenus en vue de la vente et passifs inclus dans des groupes à céder

Figurent sous cette rubrique les actifs à céder. L'origine des actifs à céder (Hôtel d'Angkor) est présentée ci-dessous :

	31/12/2012	31/12/2011
Ecarts d'acquisition - Goodwill		1 001
Immobilisations incorporelles		5 931
Immobilisations corporelles		
Immeubles de placement		
Actifs biologiques		
Autres actifs financiers non courants		6
Autres actifs non courants		
Impôts différés		
Stocks et en-cours		80
Clients		433
Autres actifs courants		166
Trésorerie et équivalents de trésorerie		845
Actifs non courants et groupe d'actifs à céder		8 462

Provisions non courantes		
Emprunts auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Fournisseurs		241
Dettes fiscales et sociales		80
Provisions courantes		
Autres dettes courantes		2 376
Passifs inclus dans des groupes destinés à la vente		2 696

Il a été considéré que les aléas liés aux litiges ne permettaient plus au 31/12/2012 de classer l'hôtel d'Angkor en actifs en cours de cession.

40) Stocks et en-cours

	31/12/2012			31/12/2011		
	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
Matières premières et autres	80		80	0		0
En cours de production						
Stocks de produits intermédiaires et finis	0		0	0		0
Stock d'immeubles	1 608	-47	1 561	726	0	726
Stocks de marchandises	0		0	0		0
	1 689	-47	1 642	726	0	726
Dont :						
Immobilier	1 608	-47	1 561	726	0	726
Hôtellerie	80		80	0		0
Divers						
	1 689	-47	1 642	726	0	726

Les stocks d'immeubles concernent un ensemble immobilier détenu à des fins de transaction dans le cadre de l'activité de marchand de biens exercée par la société LES VERGERS et classée comme telle sous cette rubrique conformément aux normes IAS 40 § 9 et 2.8.

Les stocks de biens immobiliers acquis dans le cadre d'un contrat de réméré qui étaient inscrits en stock d'immeubles au 31/12/2011 pour 5.080 K€ ont été reclassés en actifs financiers.

	31/12/2012			31/12/2011
	Les Vergers	SCI Passage 99	Total	Les Vergers
Immeubles en stocks, solde d'ouverture	726			2 911
Valeur brute	726		726	2 936
Cumul des pertes de valeur	0		0	-25
Dépenses ultérieures capitalisées			0	
Acquisitions	620		620	
Diminutions dues aux ventes	-579		-579	-2 210
Transfert en immeubles de placement			0	
Variations de périmètre		841	841	
Pertes de valeur (comptabilisées) reprises dans le compte de résultat	-47		-47	25
Immeubles en stocks, solde de clôture	720	841	1 561	726
Valeur brute	147	841	988	726
Cumul des pertes de valeur	-47	0	-47	0
Juste valeur des immeubles de placement comptabilisées au coût historique			0	726
Prix de cession	638			
Marge bénéficiaire (déficitaire)	58			

41) Clients

	31/12/2012	31/12/2011
Créances clients et comptes rattachés	753	188
A déduire : provision pour dépréciation	-130	-109
Valeur nette	623	79
Dont :		
Immobilier	136	37
Hôtellerie	472	0
Divers	15	42
	623	79

Les créances clients ne portent pas intérêt.

Les provisions pour dépréciation des créances clients ont évolué comme suit :

	Evolution des provisions pour dépréciation					
	31/12/2011	Variation de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	31/12/2012
Immobilier	0	17				17
Hôtellerie						
Divers	109		8	-4		113
Total	109	17	8	-4		130

Les créances clients présentent une ancienneté comme suit :

	31/12/2012	factures à établir	réglé entre le 01.01.13 et le 28.02.13	Créance née au 4ème Trim 2012	Créance née au 3ème Trim 2012	Créance née au 1er semestre 2012	créance antérieure au 01/01/2012
Immobilier	152	79	14	39	1		19
Hôtellerie	472			472			
Divers	128		4	11			113
Total	753	79	18	523	1	0	133

42) Actifs financiers courants

	31/12/2012	31/12/2011
Titres à céder à moins d'un an		2 700
Autres créances diverses	3 548	2 682
Valeur brute	3 548	5 382
A déduire : provision pour dépréciation		-2 682
Valeur nette	3 548	2 700

Au 31/12/2011, il s'agit des actifs Tokaj. Au 31/12/2012, il s'agit du compte courant sur Gascogne SA.

43) Autres actifs courants

	31/12/2012	31/12/2011
Avances et acomptes versés	40	3
Créances sur l'Etat	329	202
Créances sur le personnel	7	0
Créances auprès des organismes sociaux		
Autres créances diverses (1)	3 562	1 662
Charges constatées d'avance	216	137
Valeur brute	4 154	2 004
A déduire : provision pour dépréciation (2)	-1 321	-1 047
Valeur nette	2 834	957
Dont :		
Immobilier	2 008	761
Hôtellerie	559	
Divers	266	196
	2 834	957
(1) soit :		
Créances sur opérations immobilières	1 111	0
C/C Verneuil Participations	0	107
C/C FMB-AQUA POLE	972	972
avance partie liée	156	155
Créance diverse	513	
Reliquat prix Tokaj	141	
créance garantie par bien immobilier	540	
avance sur contrat	0	300
débiteurs divers	130	129
(2) soit :		
sur créance sur opération immobilière	-294	
sur C/C FMB-AQUA POLE	-972	-972
sur créance fiscale	0	
sur avance et acomptes versés	0	
sur débiteurs divers	-55	-76

Les autres actifs courants ne portent pas intérêt.

Les provisions ont évolué comme suit :

	Evolution des provisions pour dépréciation					31/12/2012
	31/12/2011	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	variation de périmètre	
sur créance sur opération immobilière	0	294				294
sur C/C FMB-AQUAPEL	972					972
sur créance fiscale	28		-7			21
sur avances et acomptes versés	0					0
sur débiteurs divers	47			-14		34
Total	1 047	294	-7	-14	0	1 321

44) Capitaux propres

a) Capital

Le capital de la Société est composé de la façon suivante :

	Nombre d'actions	dont actions à droit de vote double (*)	Valeur nominale
au 31/12/12	3 250 000	903 022	16
au 31/12/11	3 250 000	692 863	16
au 31/12/10	3 250 000	152 713	16
au 31/12/09	3 412 200	188 791	16
au 31/12/08	3 412 200	514 125	16

(*) droit accordé aux actions détenues sous la forme nominative depuis plus de 2 ans

b) Actions EEM autodétenues

FLUX du 01/01/12 au 31/12/2012	Animation de cours (1)	Hors animation de cours	Total
Quantité			
Initiale	6 480	45 675	52 155
Acquisition	36 741	80 418	117 159
Cessions	-23 698	0	-23 698
Actions attribuées	0	-59 500	-59 500
Finale	19 523	66 593	86 116
Valeurs			
Initiale	115 033,18	772 854,62	887 888
Acquisition	408 120,56	875 083,52	1 283 204
Cessions	-352 804,96	0,00	-352 805
Actions attribuées	0,00	-944 194,76	-944 195
Finale	170 348,78	703 743,38	874 092
Prix Unitaire			
Initiale	17,75	16,92	17,02
Acquisition	11,11	10,88	10,95
Cessions	14,89		14,89
Actions attribuées		15,87	15,87
Finale	8,73	10,57	10,15

(1) Oddo

c) Autorisations accordées

Par l'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2012, le Conseil d'Administration dispose de l'autorisation :

- de faire acquérir par la Société ses propres actions dans la limite de 10 % de son capital, par tous moyens y compris par acquisition de blocs de titres et à l'exception de l'utilisation de produits dérivés, à un prix d'achat ne pouvant être supérieur à 23 euros par action. L'autorisation porte sur un maximum de 325.000 actions pour un montant maximum de 7.475.000 euros, non compris les actions autodétenues.
- d'annuler les actions acquises par la Société et/ou qu'elle pourrait acquérir ultérieurement de toute autorisation présente ou future donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, dans la limite de 10 % du capital par période de vingt quatre mois et à réduire corrélativement le capital social et à imputer la différence entre la valeur de rachat des actions annulées et leur pair comptable sur les primes et réserves disponibles.

Ces deux autorisations, d'une durée de dix-huit mois, sont valables jusqu'au 24 décembre 2013.

45) Emprunts auprès des établissements de crédit, endettement financier net et instruments financiers

L'endettement financier net tel que défini par le Groupe correspond aux montants figurant au passif du bilan sous les postes « Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit », courants comme non courants, diminués de la trésorerie et équivalents de trésorerie figurant à l'actif du bilan sous la rubrique du même nom.

Endettement financier net		31/12/2012	31/12/2011
Emprunts à plus d'un an et moins de cinq ans		6 129	6 813
Emprunts à plus de cinq ans		4 191	4 491
Passifs financiers non courants	I	10 320	11 304
Emprunts à moins d'un an		1 143	963
Intérêts courus sur emprunts		80	111
Banques créditrices		37	15
Passifs financiers courants	II	1 259	1 089
Total Passifs financiers	III = I + II	11 579	12 393
dont Taux fixe		2 488	3 104
Taux variable		9 091	9 289
Certificats de dépôts		1 174	5 129
Disponibilités		2 263	13 756
Trésorerie et équivalents de trésorerie	IV	3 437	18 885
Endettement financier net	(III - IV)	8 141	-6 492

	31/12/2012	31/12/2011
Un crédit à moyen terme d'un montant de 6 000 000 €, accordé par la BRED Banque Populaire pour financer l'acquisition de valeurs mobilières. Les modalités de remboursement sont les suivantes : 8 échéances annuelles d'un montant de 750 K€ hors intérêts au taux fixe de 6,38% l'an (1ère échéance : 31 juillet 2008). Cet emprunt est garanti par le nantissement de 185.000 titres Gascogne	2 250	3 000
Un crédit-bail de 6 000 000 € accordé par Natexis Lease le 27/12/2010 en refinancement sur 15 ans de l'immeuble de Paris Croix des Petits Champs. Il porte intérêt au taux de Euribor 3 mois + 1,5%. Il est garanti par une avance preneur de 1.200.000 € portant intérêt au taux de Euribor 3 mois.	5 524	5 744
Un crédit de 3.530 K€ d'une durée de 42 mois obtenu par Les Vergers le 22/07/2011 auprès du Crédit Foncier pour financer partiellement l'acquisition à Paris d'un appartement en rénéré occupé par le vendeur et destiné à sa revente au terme du réméré. Ce crédit est assorti d'une commission d'engagement de 1% l'an et d'intérêts débiteurs sur les sommes utilisées au taux EURIBOR à 3 mois + 200 points. Il est assorti d'une caution de EEM de 1.500 K€.	3 530	3 530
Un crédit de 350 000 € de 15 ans obtenu par la SCI Passage 99 fin 2010 auprès de la banque Palatine pour financer partiellement l'acquisition à Boulogne Billancourt d'un bien immobilier. Ce prêt sera remboursé par anticipation lors de la cession du bien, laquelle a fait l'objet d'une promesse de vente devant arriver à échéance au cours du 1er semestre 2013.	158	
	11 462	12 274

Le crédit-bail, lequel correspond à un refinancement de l'immeuble de la SNC PARIS CROIX DES PETITS CHAMPS, présente les caractéristiques suivantes :

Crédit-Bail	31/12/2012	31/12/2011
Valeur d'acquisition par le Crédit-bailleur	6 000	6 000
Amortissements :		
Cumul antérieur	405	5
Dotations de l'exercice	400	400
Valeur Nette	5 195	5 595
Redevances :		
Cumul antérieur	383	11
De l'exercice	348	372
Total	731	383
Restant à payer	(2)	(1)
à un an	328	390
de 2 à 5 ans	1 427	1 643
au-delà de 5 ans	3 369	4 088
TOTAL	5 123	6 122
Valeur résiduelle		
à un an		
de 2 à 5 ans		
au-delà de 5 ans	1 200	1 200

(1) selon taux du 27/12/2011

(2) selon taux du 27/12/2012

Il est assorti d'une avance preneur de 1.200 K€ laquelle est remboursée au rythme des redevances. Le montant restant au 31/12/2012 est de 1.060 K€.

Les instruments financiers dont dispose le Groupe sont les suivants :

	Instruments financiers		Analyse par catégorie d'instruments financiers			
	Valeur comptable	juste valeur	juste valeur par résultat	prêts et créances	actifs financiers disponibles à la vente	dettes au coût amorti
Au 31/12/2012						
Autres actifs financiers non courants	10 788	10 788		10 788		
Autres actifs non courants	0	0		0		
Clients	623	623		623		
Actifs financiers courants	3 548	3 548		3 548		
Autres actifs courants	2 535	2 535		2 535		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 437	3 437	3 437			
Total Actifs financiers	20 932	20 932	3 437	17 495	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédit >1 an	10 320	10 320				10 320
Emprunts auprès des établissements de crédit <1 an	1 259	1 259				1 259
Autres passifs non courants	99	99				99
Fournisseurs	988	988				988
Autres dettes courantes	2 421	2 421				2 421
Total Passifs financiers	15 087	15 087				15 087
Au 31/12/2011						
Autres actifs financiers non courants	5 283	5 283		5 258		25
Autres actifs non courants	592	592		592		
Clients	79	79		79		
Actifs financiers courants	2 700				2 700	
Autres actifs courants	615	615		615		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18 885	18 885	18 885			
Total Actifs financiers	28 154	25 454	18 885	6 544	2 725	
Emprunts auprès des établissements de crédit >1 an	11 304	11 304				11 304
Emprunts auprès des établissements de crédit <1 an	1 089	1 089				1 089
Autres passifs non courants	74	74				74
Fournisseurs	654	654				654
Autres dettes courantes	5	5				5
Total Passifs financiers	13 126	13 126				13 126

Les gains et pertes ventilés par catégorie d'instruments financiers sont les suivants :

Catégorie d'instruments financiers	Intérêts	Juste valeur	TOTAL
2012			
Juste valeur par résultat	878	23	901
Prêts et créances		-115	-115
Dettes au coût amorti	-530		-530
Total gains et pertes financiers nets	348	-93	255
2011			
Juste valeur par résultat	662	2	664
Prêts et créances		-1 735	-1 735
Dettes au coût amorti	-614		-614
Total gains et pertes financiers nets	48	-1 733	-1 685

Les évaluations de juste valeur sont classées selon 3 niveaux :

- Niveau 1: Instruments financiers cotés sur un marché actif;
- Niveau 2: Instruments financiers dont la juste valeur repose sur une technique d'évaluation intégrant quasi-exclusivement des données observables, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix), et pour lesquelles l'impact de paramètres non observables est le cas échéant non significatif;
- Niveau 3: Instruments financiers dont la juste valeur repose sur une technique d'évaluation intégrant pour une part significative des paramètres non observables.

Les justes valeurs sont déterminées ainsi :

- Actifs financiers courants et non courants hors prêts et créances : la juste valeur est déterminée par référence à leur cours coté sur un marché actif en date de clôture. S'il n'existe pas de marché actif et que la juste valeur ne peut être estimée de manière fiable au moyen de méthodes d'évaluation, ces titres sont évalués à leur cours d'acquisition, diminué de toute dépréciation cumulée. Au 31 décembre 2012, les actifs financiers non courants hors prêts et créances concernent les titres SFC lesquels sont valorisés au cours de bourse. Ceux courants n'incluent que les comptes courants GASCOGNE.
- Emprunts : la juste valeur correspond à la valeur des flux de trésorerie futurs générés par le remboursement du principal et des dettes, actualisés aux taux d'intérêt du marché à la date de la clôture, ajusté des conditions bancaires usuelles du Groupe.
- Créesances et dettes d'exploitation : la juste valeur correspond à la valeur comptable au bilan car l'actualisation des flux de trésorerie présente un impact non significatif compte tenu des délais de paiement et de règlement.

Les principaux risques financiers auxquels le Groupe est soumis sont les suivants :

• Risque de crédit

La valeur comptable des actifs financiers, qui représente l'exposition maximale au risque de crédit, est de 14.123 K€ au 31 décembre 2012 contre 6.544 K€ au 31 décembre 2011. Le détail par type de créance figure au tableau « instruments financiers ».

L'analyse de chaque risque est exposée dans la rubrique de bilan concernée.

•Risque de liquidités

Le financement du Groupe repose principalement sur des emprunts et des lignes de découvert. Les échéances contractuelles résiduelles des emprunts s'analysent comme suit (hors paiement d'intérêts) :

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	>= 2023	TOTAL
Emprunts												
Taux Fixe	988	750	750									2 488
Taux Variable	235	250	3 796	283	300	318	337	356	376	397	2 407	9 054
Découvert bancaire												
Taux variable	37											37
Total	1 259	1 000	4 546	283	300	318	337	356	376	397	2 407	11 579

•La répartition des dettes financières par devise est la suivante :

	31.12.2012	31.12.2011
EUR	11 579	12 393
USD		
MGA		
Autres		
TOTAL	11 579	12 393

Par ailleurs, ainsi qu'il est dit à la note 55, le Groupe est exposé au risque de change sur le dollar américain par ses investissements dans cette devise.

•Risque de taux

ELECTRICITÉ ET EAUX DE MADAGASCAR ne pratique pas d'opérations de couverture du risque de taux. De ce fait, l'exposition au risque de taux d'intérêt pour le Groupe provient essentiellement de son endettement financier.

La répartition des dettes financières entre taux fixe et taux variable figure dans le tableau récapitulatif en tête de chapitre.

Si les taux variables avaient varié de 1 point sur l'exercice, les autres paramètres (par exemple les taux de change) restant inchangés, les charges financières auraient varié de 88 K€ en 2012 et de 86 K€ en 2011.

46) Autres passifs non courants

	31/12/2012	31/12/2011
Dépôts de Garantie	99	74
Dettes diverses		
Produits constatés d'avance	2 865	3 104
	2 964	3 179

Les dépôts de garantie sont des sommes reçues des locataires au titre de l'activité immobilière du Groupe. La date de sortie des locataires étant aléatoire, les échéances de ces dépôts ne peuvent être précisées.

Les produits constatés d'avance correspondent à la quote-part de plus-values de cession réalisée dans le cadre de la cession-bail et qui est reprise sur la durée du contrat, soit 15 ans à compter du 27 décembre 2010.

47) Provisions non courantes

Les provisions non courantes, non directement liées aux cycles d'exploitation, concernent les éléments suivants :

	31/12/2011	Augmen- tation	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Variation de périmètre	Ecart de Change	Transfert à céder	31/12/2012
Rentes à servir	67				-40			27
Litiges	55	11						67
Avantages postérieurs à l'emploi	25	3						28
Total	147	14	0	-40	0	0	0	122

a) Rentes à servir

La provision pour rentes à servir au titre d'obligations contractées dans le passé par le Groupe envers deux personnes a été figée à deux années de service de la dette.

b) Avantages postérieurs à l'emploi

Le Groupe a la majorité de ses effectifs situés en Asie pour lesquels il n'existe pas d'avantages postérieurs à l'emploi. En conséquence, les avantages postérieurs à l'emploi, couverts par des provisions, concernent les engagements en matière d'indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel employé en France qui sont des indemnités forfaitaires calculées en fonction du nombre d'années de service du salarié et de son salaire annuel au moment de son départ à la retraite. Les provisions sont calculées sur la base des hypothèses suivantes :

	31/12/2012	31/12/2011
Age de la retraite	65 ans	65 ans
Turn-over moyen	2,13%	2,13%
Taux d'actualisation	4,50%	4,50%
Taux de revalorisation des salaires	1,50%	1,50%
Durée active résiduelle moyenne probable des employés	12 ans	12 ans

Les provisions pour indemnités de retraite s'analysent ainsi :

Montants reconnus au bilan

	31/12/2012	31/12/2011
Charges à payer (passif net au bilan)	28	25
Charges constatées d'avance (actif net au bilan)		
Montant net reconnu au bilan	28	24,978

Évolution des engagements au cours de l'exercice (passifs)

	31/12/2012	31/12/2011
Situation en début d'exercice	25	29
transfert en activité à céder	2	1
Coûts des services rendus		
Coût financier		
Cotisations des participants au régime		
Écarts actuariels	1	-5
Variation de change		
Prestations payées		
Coût des services passés		
Réduction		
Liquidation		
Mouvement de l'exercice	3	-4
Situation en fin d'exercice	28	25

48) Impôts différés passif

Ils correspondent aux différences temporelles entre la base fiscale des sociétés mises en équivalence et leur quote-part d'actif net détenu.

	31/12/2012	31/12/2011
Carcogne	0	1 681
Total des différences temporelles	0	1 681
Taux d'impôt différé	1,72%	1,72%
Impôt différé	0	29

49) Emprunts et dettes financières divers

Non significatif au 31 décembre 2012.

50) Fournisseurs et comptes rattachés

	31/12/2012	31/12/2011
Immobilier	15	48
Hôtellerie	318	0
Divers	655	606
	988	654

51) Dettes fiscales et sociales

	31/12/2012	31/12/2011
Dettes sociales	192	199
Dettes fiscales	141	256
Total	333	456
Dont :		
Immobilier	18	234
Hôtellerie	103	0
Divers	212	221
	333	456

52) Autres dettes courantes

	31/12/2012	31/12/2011
Avances et acomptes reçus	21	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0
Avances en comptes courants (1)	2 313	0
Créditeurs divers	87	5
Produits constatés d'avance (2)	240	1 506
	2 661	1 511
Dont :		
Immobilier	332	424
Hôtellerie	2 325	0
Divers	3	1 087
	2 661	1 511
Dont :		
(1) minoritaires de Victoria Angkor	2 313	
(2) sur cession de Tokaj Hetszölö sur loyers		1 082
sur cession-bail immobilier	240	185
		239

53) Provisions courantes

La variation des provisions courantes s'analyse ainsi :

	31/12/2011	Dotations	Reprises utilisées	reprises non utilisées	Transfert à céder	31/12/2012
Litiges	200		-90	-110		0
Impôts	0					0
Risques	26	68		-13		81
Charges	231		-138	-54		40
	457	68	-228	-176	0	121
Dont :						
Immobilier	457		-228	-176		52
Hôtellerie	0	68				68
Divers	0					0
	457	68	-228	-176	0	121

54) Taux des devises et exposition au risque de change

Les devises et les taux utilisés pour la conversion des états financiers des filiales consolidées sont les suivants :

Devises	Taux moyen utilisé en 2012	Taux du 31.12.2012	Taux moyen utilisé en 2011	Taux du 31.12.2011
HUF	NA	NA	NA	NA
MGA	NA	NA	NA	NA
USD	1,2856	1,3194	1,3917	1,2939

Les activités industrielles et commerciales du Groupe à l'international sont réalisées essentiellement par des filiales qui opèrent dans la zone dollar. En conséquence, le Groupe est principalement exposé au risque de change sur le dollar américain par ses investissements dans cette devise.

Les principales expositions au risque de change sont les suivantes :

	USD	31/12/2012
Actifs non courants	5 739	5 739
Stocks, créances, dettes, provisions	-1 634	-1 634
Actifs et passifs à céder	0	0
Endettement financier net	0	0
Position nette	4 104	4 104

	USD	31/12/2011
Actifs non courants	0	0
Stocks, créances, dettes, provisions	0	0
Actifs et passifs à céder	5 765	5 765
Endettement financier net	0	0
Position nette	5 765	5 765

Le Groupe n'applique pas de politique de gestion du risque de change.

Une variation du cours moyen du dollar ou de son cours de clôture de 10% aurait eu pour conséquence une hausse (diminution) des capitaux propres et du résultat à hauteur des montants indiqués ci-dessous. Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables et en particulier les taux d'intérêt, sont supposés rester constants.

	Compte de résultat		Capitaux propres	
	choc +10%	choc -10%	choc +10%	choc -10%
Exercice 2012	12	-15	8	-9
Exercice 2011	-72	89	-4	5

55) Informations sectorielles

a) Analyse des résultats par activités

	Gascogne	Immobilier	Hôtellerie	Casinos	Structure	2012
Produit des activités ordinaires	948	3 757		38	4 743	
Charges opérationnelles	-1 807	-3 468	0	-3 152	-8 427	
Dont charges externes	-866	-1 322		-1 554	-3 742	
Dont dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations d'actifs	-900	-604	0	-473	-1 976	
Résultat opérationnel courant	-859	289	0	-3 114	-3 684	
Autres produits et charges opérationnels non courants	-14 923	345	-591	0	1 117	-14 053
Résultat opérationnel	-14 923	-515	-302	0	-1 996	-17 736
Produits financiers	555	43		302	901	
Charges financières	-357	0		-288	-646	
Quote-part des entreprises mises en équivalence	-27 052			0		-27 052
Résultat avant impôt	-41 975	-317	-259	0	-1 983	-44 533
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	0	0				0
Charge d'impôt sur le résultat	-27	0		27	0	
Résultat net de l'ensemble consolidé	-41 975	-344	-259	0	-1 956	-44 534

	Gascogne	Immobilier	Hôtellerie	Casinos	Structure	2011
Produit des activités ordinaires	2 919	2 922		25	5 866	
Charges opérationnelles	-2 980	-2 206	0	-4 198	-9 384	
Dont charges externes	-2 628	-1 025		-2 846	-6 500	
Dont dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations d'actifs	-365	0	0	-123	-488	
Résultat opérationnel courant	-62	716	0	-4 173	-3 519	
Autres produits et charges opérationnels non courants	58	0		2 257	2 314	
Résultat opérationnel	-4	716	0	-1 916	-1 204	
Produits financiers	248	33		8 584	8 865	
Charges financières	-333	0		-10 216	-10 549	
Quote-part des entreprises mises en équivalence	-9 651		43		-9 608	
Résultat avant impôt	-9 651	-90	749	43	-3 548	-12 496
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	0	22 848			22 848	
Charge d'impôt sur le résultat	-45	0		41	-4	
Résultat net de l'ensemble consolidé	-9 651	-134	23 597	43	-3 507	10 347

b) Analyse des résultats par zone géographique (*)

	France	Asie	2012
Produit des activités ordinaires	986	3 757	4 743
Charges opérationnelles	-4 959	-3 468	-8 427
Dont dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations d'actifs	-1 372	-604	-1 976
Résultat opérationnel courant	-3 973	289	-3 684
Autres produits et charges opérationnels non courants	-13 461	-591	-14 053
Résultat opérationnel	-17 434	-302	-17 736
Produits financiers	858	43	901
Charges financières	-646	0	-646
Quote-part des entreprises mises en équivalence	-27 052	-	-27 052
Résultat avant impôt	-44 274	-259	-44 533
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	0	0	0
Charge d'impôt sur le résultat	0	-	0
Résultat net de l'ensemble consolidé	-44 275	-259	-44 534

	France	Asie	2011
Produit des activités ordinaires	2 943	2 922	5 866
Charges opérationnelles	-7 178	-2 206	-9 384
Dont dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations d'actifs	-488	0	-488
Résultat opérationnel courant	-4 235	716	-3 519
Autres produits et charges opérationnels non courants	2 314	0	2 314
Résultat opérationnel	-1 920	716	-1 204
Produits financiers	8 832	33	8 865
Charges financières	-10 549	0	-10 549
Quote-part des entreprises mises en équivalence	-9 608	-	-9 608
Résultat avant impôt	-13 245	749	-12 496
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	0	22 848	22 848
Charge d'impôt sur le résultat	-4	0	-4
Résultat net de l'ensemble consolidé	-13 249	23 597	10 347

(*) Le découpage par zone présenté ci-dessus se réfère à la zone d'implantation des filiales.

c) Analyse du capital investi par activité

	31/12/2012		31/12/2011	
Répartition par activité :				
Groupe Gascogne	3 073	11,55%	45 544	66,91%
Immobilier	12 815	48,17%	11 163	16,40%
Hôtellerie	4 104	15,43%	5 765	8,47%
Casinos	0	0,00%	1 399	2,06%
Structure	6 613	24,86%	1 497	2,20%
	26 605	100,00%	65 369	100,00%
Répartition géographique :				
France	22 501	84,57%	59 603	87,56%
Asie	4 104	15,43%	5 765	8,47%
	26 605	100,00%	65 369	100,00%
Réconciliation du capital investi :				
Capitaux propres	18 221		73 927	
A ajouter :				
Impôts différés	0		29	
Provisions courantes et non courantes	243		604	
Endettement financier net	8 141		-6 492	
	26 605		68 069	

d) Analyse sectorielle du bilan

	Gascogne	Immobilier	Hôtellerie	Vignes	Casinos	Structure	31/12/2012
Goodwill	-	0	0	-	-	-	0
Immobilisations incorporelles	-	0	928			1	929
Immobilisations corporelles	-	43	4 804			29	4 876
Immeubles de placement	-	5 239	0			-	5 239
Actifs biologiques	-	0	0			-	-
Titres mis en équivalence	3 073	0	0	0	-	-	3 073
Autres actifs financiers	-	7 157	6		3 625	10 788	
Actifs non courants et groupe d'actifs détenus en vue de la vente	-	0	0		-	-	0
Autres actifs non courants	-	0	0		-	-	0
Actifs non courants	3 073	12 440	5 739	0	3 654	24 906	
Stocks et en-cours	-	1 561	80		-	-	1 642
Clients	-	136	472			15	623
Actifs financiers courants	-	-	0		3 548	3 548	
Fournisseurs	-	-15	-318			-655	-988
Dettes fiscales et sociales	-	-18	-103			-212	-333
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	-	-	0		-	-	0
Autres actifs moins passifs courants et non courants	-	-1 289	-1 766		263	-2 792	
Actifs moins passifs hors endettement net	-	375	-1 634		2 959	1 699	
Capitaux investis	3 073	12 815	4 104	0	6 613	26 605	

	Gascogne	Immobilier	Hôtellerie	Vignes	Casinos	Structure	31/12/2011
Goodwill	-	-	0	-	0	-	0
Immobilisations incorporelles	-	-	1 001	-	-	0	1 001
Immobilisations corporelles	-	49	5 931	-	-	19	5 999
Immeubles de placement	-	5 645	-	-	-	-	5 645
Actifs biologiques	-	-	-	-	-	-	0
Titres mis en équivalence	45 544	-	-	-	1 399	-	46 943
Autres actifs financiers	-	2 158	6	0	-	3 125	5 290
Actifs non courants et groupe d'actifs détenus en vue de la vente	-	-	0	-	-	-	0
Autres actifs non courants	-	592	0	-	-	29	621
Actifs non courants	45 544	8 444	6 938	0	1 399	3 173	65 498
Stocks et en-cours	-	5 806	80 047	-	-	-	5 886
Clients	-	37	432 744	-	-	42	512
Actifs financiers courants	-	-	-	2 700	-	0	2 700
Fournisseurs	-	-48	240 671	-	-	-606	-894
Dettes fiscales et sociales	-	-234	79 637	-	-	-221	-535
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	-	-	0	-	-	-	0
Autres actifs moins passifs courants et non courants	-	-2 842	-2 210 102	-	-	-891	-5 943
Actifs moins passifs hors endettement net	-	2 719	-2 018	2 700	-	1 676	1 726
Capitaux investis	45 544	11 163	4 921	2 700	1 399	1 497	67 221

e) Analyse sectorielle des actifs non courants par zone géographique

	France	Asie	31/12/2012
Goodwill	0	0	0
Immobilisations incorporelles	1	928	929
Immobilisations corporelles	72	4 804	4 876
Immeubles de placement	5 239	0	5 239
Actifs biologiques	-	0	-
Titres mis en équivalence	3 073	0	3 073
Autres actifs financiers	10 782	6	10 788
Actifs non courants et groupe d'actifs à céder	0	0	0
Autres actifs non courants	0	0	0
Actifs non courants	19 167	5 739	24 906

	France	Asie	31/12/2011
Goodwill	0	0	0
Immobilisations incorporelles	0	1 001	1 001
Immobilisations corporelles	68	5 931	5 999
Immeubles de placement	5 645	-	5 645
Actifs biologiques	0	-	0
Titres mis en équivalence	46 943	-	46 943
Autres actifs financiers	5 283	6	5 290
Actifs non courants et groupe d'actifs à céder	0	0	0
Autres actifs non courants	621	0	621
Actifs non courants	58 560	6 938	65 498

56) Autres produits et charges opérationnels non courants

	31/12/2012		31/12/2011	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Cession Les Vergers			-3 215	3 215
Déconsolidation FMB-AQUAPELÉ			-800	698
Plus et moins-value de dilution Gascogne	-3			2 800
Plus et moins-value de dilution Victoria Angkor	-58	119	-197	
Plus et moins-value de dilution Société Française de Casinos	-3		-27	
Dépréciation Gascogne	-14 923			
Étalement plus-value cession crédit-bail PCDPC		248		248
Litiges sociaux	-90	200	-200	
Litiges commerciaux	-11	0	-598	550
Incidence cession TOKAJ	-3 641	4 602		
Provisions / risque fiscal	-83	190		
Amortissements 2011 de l'hôtel d'Angkor	-591			
Divers	-23	15	-257	96
	-19 426	5 373	-5 293	7 607

57) Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence

	31/12/2012	31/12/2011
Gascogne	-27 052	-9 651
SFC	0	43
Total	-27 052	-9 608

58) Impôt sur les sociétés

a) Intégration fiscale

La société EEM et ses filiales IMMOBILIERE PARISIENNE DE LA PERLE ET DES PIERRES PRECISEES et PARIS CROIX DES PETITS CHAMPS constituent un groupe fiscal intégré.

b) Ventilation de l'impôt sur les résultats

La charge d'impôts s'analyse ainsi :

	31/12/2012		31/12/2011	
			31/12/2012	31/12/2011
	Impôt courant	Impôts différés		
Impôt courant			0	-4
Impôts différés			0	-4
(Impôt) crédit d'impôt			0	-4

La charge d'impôt sur les sociétés correspond à l'impôt dû au titre de la période. A l'exception des impôts différés actifs, activés parallèlement aux impôts différés passifs sur les titres mis en équivalence, le Groupe n'a constaté aucun impôt différé actif au titre des reports fiscaux déficitaires. Ceux-ci s'élèvent à 26 M€ au 31 décembre 2012.

c) Rapprochement entre le taux légal en France et le taux d'imposition effectif

	31/12/2012	31/12/2011
Résultat net de l'ensemble consolidé	-44 534	10 347
Charge (produit) d'impôt sur les sociétés	0	4
Amortissement (reprise) des écarts d'acquisition	0	0
Perte (profit) de dilution des sociétés mises en équivalence	0	-23 646
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	27 052	9 608
Résultat des sociétés mises en équivalence inclus dans le résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	-17 481	-3 687
Résultat des sociétés mises en équivalence	33%	33%
Résultat avant impôt et amortissement des écarts d'acquisition des activités poursuivies	-5 826	-1 229
Taux courant d'imposition en France	141	599
Charge (produit) d'impôt théorique	-706	-106
Effets sur l'impôt théorique :	6 546	931
des différences permanentes	-154	-194
des différences temporaires	2	
des déficits fiscaux nés dans l'exercice et non activés	1	3
des déficits fiscaux non reconnus précédemment		
des taux d'impôts étrangers inférieurs aux taux en France		
des éléments divers		
Charge (crédit) d'impôt réel		
Taux effectif d'impôt		

59) Résultat des activités abandonnées ou en cours de cession

Néant

60) Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation sur la période, déduction faite du nombre moyen pondéré d'actions autodétenues.

(en euros)	31/12/2012	31/12/2011
Résultat net part du Groupe	-44 494 998	10 268 414
Résultat après impôt des activités poursuivies	-44 533 592	-13 298 491
Nombre d'actions début de période	3 250 000	3 250 000
Nombre d'actions fin de période	3 250 000	3 250 000
Nombre moyen d'actions d'autocontrôle	14 062	21 467
Nombre d'actions pondérées	3 235 939	3 228 533
Actions potentielles dilutives :		
Options moyenne pondérée (1)	0	5 500
Actions gratuites moyenne pondérée (2)	48 375	64 500
Nombre pondéré d'actions et d'actions dilutives	3 284 314	3 298 533
Résultat net dilué par action	-13,75	3,18
Résultat après impôt des activités poursuivies dilué par action	-13,76	-4,12

(1) renonciation début juillet 2011 aux options par leurs détenteurs

(2) options attribuées en septembre 2012

61) Engagements au titre d'obligations contractuelles, engagements hors bilan et passifs éventuels

Le Groupe, dans le cadre des ses activités, est amené à prendre un certain nombre d'engagements. Certains engagements font l'objet de provisions (engagements liés aux retraites et autres avantages accordés au personnel, litiges...).

Les engagements hors bilan et passifs éventuels sont listés ci-après, en euros.

Type d'engagement	Société concernée	bénéficiaire / émetteur	2012	2011
Engagements donnés				
Nantissement de 100% des parts de SNC Paris Croix des Petits Champs et engagement d'EEM de conserver les titres de SAIP	SAIP & EEM	Natixis Lease	5 524	5 744
Caution sur dette fiscale suite à redressement sur droits d'enregistrement de Paris Croix des Petits Champs	EEM	Trésor Public	0	312
Caution donnée au Crédit Foncier pour emprunt des Vergers	EEM	Crédit Foncier	1 500	1 500
Nantissement de 185.000 titres Gascogne en garantie d'emprunt d'EEM	EEM	BRED	2 250	3 000
Privilège de prêteur de deniers en faveur de la Banque Palatine	SCI Passage	SCI 99 Passage	158	
		Banque Palatine		
TOTAL			9 432	10 557
Engagements reçus				
Caution sur avance Marcoux	SAIP	M. Coencaas	26	26
Nantissement des titres de trois SCI détenus par SOFILOT	EEM	SOFILOT	2 585	3 000
Retour à meilleure fortune	EEM	YVII	mémoire	mémoire
	EEM	SBB	mémoire	mémoire
TOTAL			2 611	3 026
Engagements réciproques				
Loyers futurs	ANGKOR EEM	Grenat (hors taxes)	2 038 637	1 951 152
Garantie décennale couverte par assurance	LES VERGERS	Divers	mémoire	mémoire
TOTAL			2 676	2 103

62) Effectif et droit à la formation

Les effectifs du Groupe, hors activités abandonnées ou en cours de cession, ont évolué comme suit :

	31/12/2012	31/12/2011
Activités poursuivies		
Cadres	11	11
Agents de maîtrise	28	25
Employés, ouvriers	176	175
TOTAL	215	211
Dont :		
Hôtellerie	210	205
Aquaculture	0	0
Immobilier	0	0
Structure	5	6
TOTAL	215	211
Dont :		
Europe	5	6
Asie	210	205
Afrique		
TOTAL	215	211

La loi du 4 mai 2004 ouvre pour les salariés des entreprises françaises un droit à la formation d'une durée de 20 heures minimum par an, cumulable sur une période de six ans.

Les dépenses engagées dans le cadre de ce droit individuel à la formation (DIF) sont considérées comme des charges de la période et ne donnent pas lieu à la comptabilisation d'une provision, sauf situation exceptionnelle.

63) Informations relatives aux parties liées

a) Rémunérations allouées aux membres des organes d'Administration et de Direction

Les conditions de rémunération des mandataires sociaux du Groupe sont arrêtées par le Conseil d'Administration. L'ensemble des rémunérations et avantages assimilés, accordés aux membres des organes d'Administration et de la Direction du Groupe, s'établit comme suit :

	Rémunérations brutes	Charges sociales	31/12/2012	Rémunérations brutes	Charges sociales	31/12/2011
Avantages à court terme	300	120	420	569	110	679
Actions gratuites (*)	944		944			0
Indemnité de fin de contrat			0			0
	1 244	120	1 364	569	110	679

(*) valeur le 27/09/10 au cours du jour d'attribution
 valeur le 27/09/12 au cours du jour de réception
 valeur au 31/12/12

Par « avantages à court terme », il faut entendre la rémunération proprement dite, les congés payés, les primes, l'intéressement, les avantages en nature et la participation des salariés.

b) Autres transactions avec les parties liées

Les diverses transactions avec les parties liées, conclues aux conditions du marché, s'apprécient ainsi :

Valeurs brutes	31/12/2012			31/12/2011		
	Charges	Produits	Créances (dettes)	Charges	Produits	Créances (dettes)
EEM						
Gascogne	Compte courant		71	3 548		
	Client et Fournisseur			15		
SOFILOT	Compte courant		120	2 585		
Tokaj Leneses Dulö	Compte courant				82	3 082
Tokaj Leneses Dulö	Compte courant (1)				63	2 625
Verneuil et Associés	Compte courant (1)				1	57
Verneuil et Associés	Client et Fournisseur		2	25	24	34
Verneuil Participations	Fournisseur				11	-1
	Compte courant				3	103
Port La Nouvelle (Gr SFC)	Compte courant					7
FMB Aquapole	Compte courant (1)			972		
SAIP						
Verneuil et Associés	Client et Fournisseur	30		-3		
Paris Croix des Petits Champs						
Verneuil et Associés	Client et Fournisseur	2			36	-4
Les Vergers						
DUC	Avance			155		
TOTAL		34	217	7 272	50	173
						7 029

(1) provisionné à 100% au 31/12/2011 et au 31/12/2012

64) Charges financières

La ventilation des produits et charges financières par nature est la suivante :

	2012	2011
Produits d'intérêt et assimilés	901	664
Charges d'intérêt et assimilés	-530	-614
Coût de lendettement financier net	370	50
Produits (Charges) de change (1)	-117	-1 733
Produits (Charges) autres	2	-1
Autres produits et charges financiers	-115	-1 735
Charges financières	255	-1 685

(1) hors produits et charges de change sur activités arrêtées ou en cours de cession

La ventilation des gains et pertes par catégorie comptable d'actifs et de passifs financiers se trouve à la note 47.

65) Autre information

Honoraires des Commissaires aux comptes	2012	2011
	528	233

**Electricité et Eaux de Madagascar –
E.E.M.**

Société Anonyme
48, avenue Victor Hugo
75116 Paris

**Rapport des Commissaires aux Comptes
sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2012

Electricité et Eaux de Madagascar – E.E.M.

Société Anonyme

48, avenue Victor Hugo
75116 Paris

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2012

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société E.E.M., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur « les incertitudes relatives au devenir de Gascogne » ainsi que sur les modalités d'évaluation de cette participation et de l'avance en compte courant s'y rattachant, telles qu'exposées dans la notes 7 « recours à des estimations » et la note « Faits caractéristiques de la période – b. » de l'annexe aux comptes consolidés.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note 7. « Recours à des estimations » de l'annexe aux états financiers expose notamment les règles et méthodes comptables, retenues par la Direction, en ce qui concerne l'évaluation des titres Groupe Gascogne. Nos travaux ont consisté à vérifier le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes consolidés et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Comme indiqué dans notre rapport prévu par l'article L.225-235 du Code de commerce concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, nous avons constaté des faits révélateurs de faiblesses significatives dans le contrôle interne pour des opérations concernant EEM et ses filiales Victoria Angkor et Les Vergers. Nous avons de ce fait été amenés à effectuer des diligences ciblées sur une sélection d'opérations ainsi que sur les régularisations qui ont été opérées sous le contrôle du Conseil d'administration.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 19 juin 2013

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte & Associés

ERNST & YOUNG et Autres



Alain Penanguer



Vincent Blestel



François Carrega

Béatrice Belle